

RAPPORT DE FIN D'ANNÉE 2014

PROJET DE DÉVELOPPEMENT TCHAD / CAMEROUN

Mise à jour N° 35





Table des matières

- 04** Lettre des Directeurs généraux
- 07** Production et opérations
- 11** Plan de Gestion de l'Environnement
- 15** Protection environnementale
- 19** Sécurité et santé
- 27** Engagement communautaire
- 31** Occupation des terres et compensation
- 35** Développement économique
- 42** Données relatives à la performance

Un engagement de transparence

Depuis sa création en 2000, le Projet de Développement Tchad/Cameroun a établi un record inégalé de publication en français et en anglais de rapports périodiques d'avancement.

En publiant ces rapports, Esso et ses partenaires du Consortium, Petronas et la Société des Hydrocarbures (SHT), tiennent informées les parties prenantes du Projet, notamment les citoyens des pays hôtes, les organisations non gouvernementales (ONG) concernées, la Banque mondiale et autres entités. Ces rapports sont publiés sur le site Internet du Projet (www.esso Chad.com). Des rapports imprimés sont également distribués au Tchad et au Cameroun.

Les entités suivantes se partagent la responsabilité de la mise en œuvre du Projet pour le compte du Consortium :

- Développement et production des champs pétroliers au Tchad : Esso Exploration and Production Chad Inc. (EEPCI).
- Activités de pipelines au Tchad : Tchad Oil Transportation Company S. A. (TOTCO).
- Activités de pipelines au Cameroun : Cameroon Oil Transportation Company S. A. (COTCO).
- La compilation des données du Projet est effectuée depuis octobre 2000. Les conversions monétaires sont basées sur le taux de change en vigueur au moment de la dépense.



Pour TOTCO et COTCO, 2014 a été une année marquée par les projets des nouveaux expéditeurs et d'importantes réalisations opérationnelles.

Les nouvelles sources de brut de la filiale de Glencore, PetroChad Mangara (PCM), et de China National Petroleum Corporation in Chad (CNPCIC), jumelées à une production accrue d'EEPCI, ont engendré une augmentation du brut transporté par COTCO et TOTCO par rapport à l'année précédente. Avec l'établissement d'un cadre commercial multi-expéditeur, COTCO et TOTCO se sont préparées cette année aux augmentations additionnelles des volumes de pétrole en 2015.

Pour assurer que nous offrons un service de qualité supérieure à nos nouveaux clients, de même qu'à nos clients existants, nous avons procédé à plusieurs changements techniques et opérationnels importants. Des investissements dans les infrastructures, tels les modifications apportées à nos deux stations de pompage au Cameroun, offriront une flexibilité accrue pour traiter les différentes caractéristiques du brut provenant des multiples producteurs et champs pétroliers du Tchad. Notre service commercial récemment établi a créé un groupe consacré à l'encadrement des obligations contractuelles dues au titre du nouveau cadre multi-expéditeur. Par ailleurs, un nouveau siège de TOTCO à N'Djamena et l'agrandissement projeté du bureau à Komé accroîtront notre capacité à répondre aux besoins de tous nos clients, aujourd'hui et demain.

Nous sommes particulièrement fiers de l'achèvement du projet de modification du pipeline de Lom Pangar, qui soutiendra le développement économique du pays pendant de nombreuses années à venir. Grâce à une excellente collaboration avec le gouvernement du Cameroun, nous avons non seulement honoré tous nos engagements, mais nous l'avons fait en toute sécurité et de manière à minimiser les impacts sur l'environnement. Tous ces travaux d'une grande complexité technique ont été réalisés sans enregistrer de blessure grave ni d'interruption de la circulation du pétrole du Tchad au Cameroun.

Nous mesurons aussi notre succès par l'efficacité de nos activités sociétales. Nous accordons une priorité absolue à des communications continues à deux sens avec les communautés riveraines de nos sites de travail. Nous cherchons continuellement des

meilleures façons de travailler ensemble. Nous avons ainsi construit plus de 50 puits d'eau dans les communautés camerounaises situées à proximité de notre pipeline. Nous nous sommes également efforcés d'élargir le soutien apporté à la Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun (FEDEC), une organisation visant initialement à atténuer les impacts environnementaux et socio-économiques reliés au Projet. À ce jour, l'organisation a reçu 5 millions de dollars en subventions de COTCO.

En plus d'engager plusieurs professionnels et techniciens tchadiens pour soutenir l'essor de TOTCO, notre programme de nationalisation a continué à connaître un vif succès dans les deux pays. L'organisation ne comptant qu'une poignée d'expatriés, la plupart des fonctions de COTCO sont actuellement occupées, supervisées et gérées par des Camerounais expérimentés. Le mentorat, la formation et une planification de la relève nous ont permis d'accroître le pourcentage de Camerounais au sein des effectifs de COTCO à presque 95 %.

Grâce à ce qui a été accompli l'an dernier, notre système de transport et d'exportation est bien placé pour soutenir une autre augmentation potentielle de la production de brut dans la région. Avec le pétrole brut de nos nouveaux clients circulant maintenant dans le pipeline et grâce aux prospects additionnels explorés actuellement au Tchad et au Niger, nous croyons que 2014 marque le début d'une « deuxième ère prometteuse » pour les compagnies du pipeline.

Salutations distinguées,

Christian Lenoble Directeur général
Tchad Oil Transportation Company, S. A.
Cameroon Oil Transportation Company, S. A.

2014 – 11^e année de production pétrolière dans le bassin de Doba – a été une année remarquable pour le Projet de Développement Tchad/Cameroun.

Un des événements les plus significatifs a été l'entrée de la compagnie nationale d'hydrocarbures de la République du Tchad, La Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT), au sein du Consortium qui est propriétaire du Projet. En juin, la République du Tchad a acquis la participation de 25 % de Chevron dans le Projet, atteignant ainsi son objectif de longue date : devenir membre du Consortium. A ce titre, au nom d'Esso Exploration and Production Chad Inc. (EEPCI), je suis heureux d'accueillir SHT au sein du Consortium partenaire commercial solide, inestimable et à long terme.

Un autre événement très positif concerne le fait qu'EEPCI a produit 10% de plus de pétrole en 2014 qu'on ne l'avait prévu au début de l'année. Cette réalisation est le résultat du déploiement de plusieurs nouvelles techniques qui nous ont permis de forer des puits plus rapidement et plus efficacement ; le développement des ressources de gaz naturel supplémentaires nécessaires pour soutenir nos opérations ; et une efficacité accrue de la maintenance contribuant à considérablement réduire les temps d'arrêt dans le champ. Parallèlement, nous avons aussi commencé à mettre en œuvre un programme pilote impliquant l'utilisation de polymères non-toxiques susceptibles d'augmenter la récupération du pétrole de nos puits existants. Cette technique s'est avérée particulièrement efficace en améliorant la récupération du pétrole plus lourd comme celui que l'on trouve dans les champs de Doba.

Toutes ces actions ont contribué à rendre les nouveaux puits plus rentables et attrayants, particulièrement dans l'environnement instable du marché de l'énergie. En conséquence, les compagnies qui constituent le Consortium ont décidé, au cours du quatrième trimestre, de mettre en œuvre un programme élargi de forage qui offre la possibilité de diminuer les coûts de forage et de soutenir la future production pétrolière. Nous piloterons ce programme en 2015 et 2016 pour voir si nous pouvons continuer à réduire les coûts et justifier un investissement continu dans ce programme.

Comme dans le cadre de notre stratégie de nationalisation, le nombre d'employés expatriés

continue de diminuer, un plus grand nombre de nos employés tchadiens accèdent à des fonctions de supervision et de direction. Je suis très fier d'annoncer que six des quinze cadres supérieurs d'EEPCI, et tous nos superviseurs en ingénierie sont désormais tchadiens. C'est une réalisation significative pour une compagnie technologique qui compte sur des dirigeants et des experts techniques extrêmement qualifiés, et cette réalisation est non seulement attribuable au talent et aux compétences de l'effectif de nos nationaux, mais aussi à notre programme de mentorat qui favorise et soutient une mobilité ascendante à tous les niveaux de la compagnie.

En plus de constamment poursuivre nos efforts pour être un employeur responsable, nous restons déterminés à être un bon voisin à l'égard des communautés qui se trouvent à proximité de nos opérations, en poursuivant les nombreux programmes qui ont été mis en œuvre avec succès pendant des années, et en portant un regard neuf sur les domaines que nous pouvons améliorer. Par exemple, une nouvelle approche à l'engagement communautaire demande aux cadres supérieurs d'EEPCI de visiter régulièrement les villages et de s'engager à établir des relations et des communications bilatérales avec les chefs locaux. Cette approche a donné des résultats plus productifs à l'égard de plusieurs questions importantes.

J'aimerais conclure en remerciant nos employés et nos sous-traitants du sérieux travail qu'ils ont accompli en 2014. Dans l'ensemble, je crois que les réalisations d'EEPCI ont créé un cadre solide permettant d'assurer une stabilité, un progrès et un succès continu dans l'année à venir et à plus long terme.

Salutations distinguées,

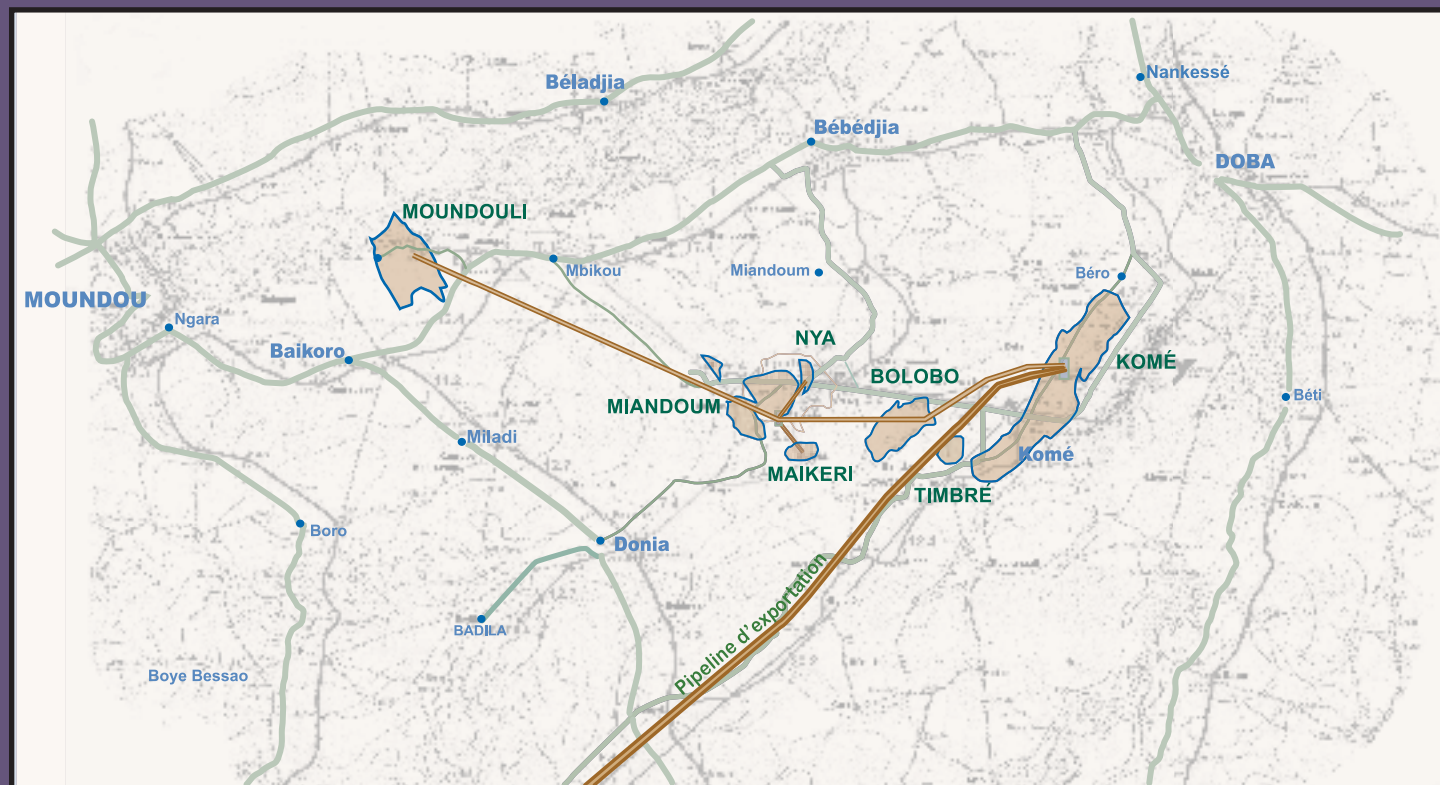
D. S. Miller Directeur général
Esso Exploration and Production Chad Inc.

Le 28 février 2015, M. Scott Miller a démissionné de son poste de Directeur général d'EEPCI et a pris sa retraite d'ExxonMobil Corporation. Il est remplacé par M. Christian Lenoble, Directeur général de COTCO/TOTCO depuis 2011. ExxonMobil a nommé M. Johnny Malec Directeur général de COTCO/ TOTCO. M. Malec est un employé d'ExxonMobil Chemicals depuis plus de 35 ans et a occupé de nombreux postes de direction en France, au Canada, à Singapour et aux États-Unis.





Projet de développement Tchad/Cameroun, Zone du Projet



Projet de développement Tchad/Cameroun, Vue d'ensemble de la zone pétrolière



PRODUCTION ET OPÉRATIONS



En 2014, le Projet a réduit ses coûts de forage, augmenté le potentiel de production de ses puits existants, achevé deux projets importants pour atténuer les risques d'interruption en approvisionnement de carburant nécessaire aux opérations et a entrepris un programme pluriannuel visant à forer de nouveaux puits pour exploiter pleinement le brut contenu dans le bassin de Doba. Toutes ces réalisations ont amélioré ses perspectives économiques à court et à long terme - ce qui est particulièrement important à la lumière des défis qu'imposent les conditions actuelles du marché mondial.

En outre, le brut des nouveaux expéditeurs a commencé à couler dans le pipeline, augmentant considérablement les volumes totaux de pétrole transportés par le Système de Transport et d'Exportation (ETS) et livrés sur les marchés mondiaux. Parallèlement, un certain nombre de changements au sein des sociétés affiliées TOTCO et COTCO ont permis à ces compagnies de gérer les besoins d'un nombre croissant de clients au fur et à mesure que le marché du brut tchadien continue de développer de nouveaux puits et que les techniques de forage produisent plus de brut tchadien.



De nouveaux puits et des techniques de forage produisent plus de brut tchadien

À la suite d'un examen approfondi des réserves du bassin de Doba, des conditions du marché et de la rentabilité du projet, le Consortium a décidé à la fin 2014 de prolonger le programme de forage jusqu'en 2016. Des douzaines de nouveaux puits seront concentré aux endroits où existent des réserves connues, maximisant la production en 2015 et par la suite. Alors que la confiance à long terme du Projet dans le potentiel des réserves du bassin de Doba au Tchad demeure intacte, la nouvelle production nécessite une gestion très rigoureuse des coûts, qui s'avère particulièrement importante en période de volatilité des marchés.

Travaillant en étroite collaboration avec les entrepreneurs en forage Schlumberger et Weatherford, le Projet a déployé plusieurs nouvelles techniques qui améliorent la rentabilité du programme. Ces techniques, qui permettent à l'équipe de travail de forer plus rapidement et plus efficacement tout en maintenant un niveau élevé de sécurité incluent :

- le forage multi-puits, qui implique le forage de quatre ou cinq puits visant à exploiter différentes zones géologiques de sous-sol à partir du même emplacement de puits, réduisant ainsi la nécessité d'occuper des terres additionnelles ;
- des appareils de forage de haute technicité qui réduisent le temps consacré à déplacer un appareil de forage ;
- de plus petits tubages de puits qui permettent un forage plus rapide tout en utilisant moins de matériaux ; et
- un cadre de fiabilité de la maintenance appelé Prévention, Détection, Réaction, Récupération (PDRR), qui réduit considérablement les temps d'arrêt dans le champ.

Toutes ces activités ont contribué à stabiliser les taux de production et à contrebalancer le déclin naturel. Un programme pilote de récupération pétrolière améliorée, qui offre la possibilité d'accroître la récupération des puits existants, a également été mis en œuvre en 2014. Ce programme utilise des polymères solubles non toxiques en vue d'épaissir l'eau injectée dans les anciens puits ou réservoirs pétroliers pour augmenter son efficacité à faire remonter le pétrole plus lourd à la surface. Cette technique s'avère particulièrement efficace pour accroître la récupération du champ pétrolier de Doba.

TOTCO : Une organisation en pleine expansion

Plus de dix tchadiens ont été engagés par TOTCO pour aider la compagnie à remplir son rôle crucial en aidant les nouveaux expéditeurs à envoyer leur pétrole par le pipeline. Plusieurs de ces employés travaillent au nouveau siège de la compagnie à N'Djamena. Un agrandissement du bureau de Komé, au point de départ du pipeline, est également prévu.



Le projet de modification n'est que l'un des nombreux changements que COTCO et TOTCO entreprennent pour adapter leurs opérations et pratiques commerciales en vue de couvrir efficacement les besoins des multiples expéditeurs. La fabrication et l'installation de l'équipement ont été planifiées de façon à perturber le moins possible les opérations normales.

Modifier le pipeline pour accueillir de nouvelles sources de brut

Une équipe composée de douzaines d'employés et de sous-traitants a récemment achevé année de travaux en modifiant deux stations de pompage du Projet au Cameroun destinées à accueillir le nouveau mélange de pétrole plus léger devant être expédié à travers l'ETS par les nouveaux producteurs du Tchad. Cet investissement de 35 millions de dollars améliore les capacités des unités de fractionnement du pétrole brut [Crude Oil Topping Plants (COTP)] existantes des stations de pompage et constitue une étape essentielle pour permettre au système d'accepter le brut des nouveaux expéditeurs.

Les installations produisent le combustible nécessaire pour pousser le brut tchadien dans le pipeline d'exportation long de 1 070 kilomètres. Cela se fait en transformant une petite portion du flux de pétrole en distillat, qui peut être brûlé par les générateurs et les turbines des installations. Parce que exécutés dans une zone de traitement en activité, les travaux de modification ont été réalisés en accordant une importance accrue à la sécurité. Le travail a été achevé dans les délais et le budget impartis, et n'ont pas entraîné d'arrêt de travail, de blessure, ni d'interruption des opérations. Il n'y a eu ainsi aucun impact sur les opérations de production en amont.

S'assurer que les opérations disposent d'un approvisionnement continu en carburant et à long terme

L'achèvement récent de deux infrastructures liées à des investissements majeurs – les projets d'alimentation en brut et en liquides LK – garantit un approvisionnement constant en carburant aux opérations de la zone de développement des champs pétroliers (OFDA) du Tchad pendant de nombreuses années à venir.

Le projet de liquides LK (appelé aussi déblocage de gaz) maximise la production de gaz naturel, le combustible disponible le moins cher et le plus propre qui soit pour exploiter la centrale de plus de 100 mégawatts de Komé 5 qui alimente des centaines de puits de production dans l'OFDA. Ce projet permettra de prolonger la période de production des puits de gaz en diminuant la pression des têtes de puits et en séparant le sous-produit liquide (condensat) du gaz, qui est ensuite transporté vers la centrale électrique par des conduites sous pression.

Toutefois, malgré l'apport immédiat à l'approvisionnement en carburant créé par le projet de liquides LK, la production des puits producteurs de gaz – comme tous les puits – diminue avec le temps et en fin de compte les puits finissent par s'épuiser. À titre de solution à long terme, le Projet a récemment fini de modifier ses turbines génératrices de courant électrique pour qu'elles fonctionnent au brut en cas de réduction de l'approvisionnement en gaz. Les turbines peuvent maintenant être commutées en plusieurs phases, pour assurer une production ininterrompue lorsque l'approvisionnement de gaz naturel diminue. Trois turbines fonctionnent actuellement au gaz naturel et la quatrième fonctionne à l'aide d'un mélange de gaz et de brut, qui a été traité pour brûler proprement. Cette capacité multicomcombustible atténue les risques d'interruption des opérations liés à des futurs problèmes potentiels d'alimentation en combustible.



« L'achèvement de la modification des COTP est l'une des nombreuses activités qui nous permet d'offrir les meilleurs niveaux de service à tous nos clients. » – Jean de Dieu Fosso, Directeur du Projet de Modification des COTP, COTCO

Des changements opérationnels et structurels au sein de COTCO et TOTCO

En raison de la production de brut du Tchad qui devrait augmenter au cours des prochaines années, COTCO et TOTCO ont créé un nouveau service commercial dans le but de pourvoir aux besoins de toutes les compagnies de production qui expédieront du brut à travers le Système de Transport et d'Exportation (ETS). Le service commercial gère toutes les questions relatives à l'introduction du pétrole dans le pipeline, notamment les mesures et la notification des volumes expédiés, la facturation, les prévisions de capacités des futures expéditions, et les communications pour veiller à ce que les clients restent pleinement informés de toutes les questions les concernant, et du développement de nouveaux marchés.

Ces fonctions étaient précédemment assurées par d'autres services, mais avec une production accrue et la mise en service d'expéditeurs additionnels, il est nécessaire d'avoir un service commercial dédié pour maîtriser de nombreux facteurs complexes dont il faut tenir compte lors du transport du pétrole provenant de plusieurs sources. De plus, le service fait le suivi, projette et communique les prévisions de production pour s'assurer qu'on dispose d'une capacité suffisante pour transporter avec fiabilité les produits de ses clients du Tchad vers les marchés internationaux.

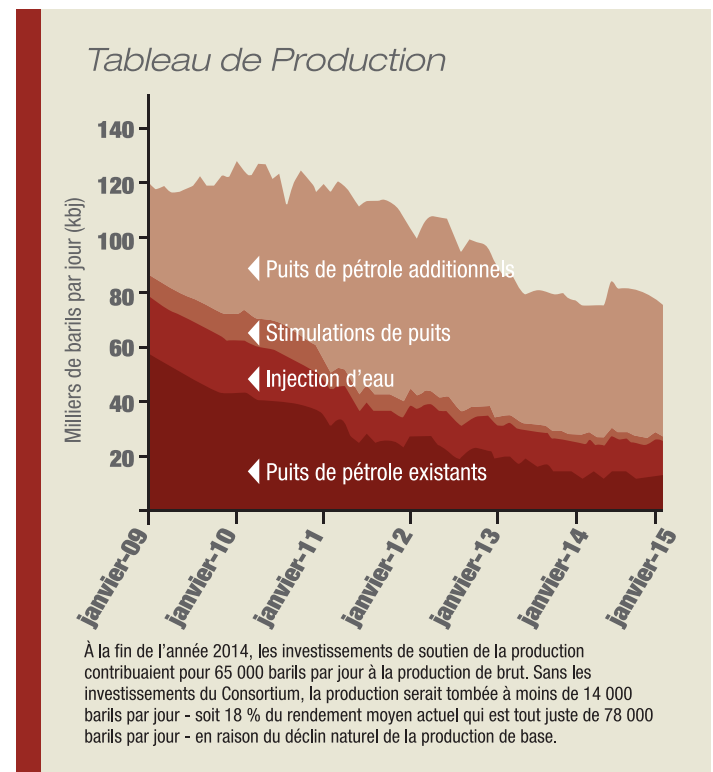


« Avec l'ajout des nouveaux expéditeurs, nous nous attendons à être très occupés dans un avenir assez rapproché. Le pipeline est stratégiquement placé, et nous pouvons servir de débouché à plusieurs pays enclavés ayant du pétrole à produire. Nos antécédents opérationnels montrent clairement aux clients potentiels que le Système de Transport et d'Exportation représente une voie

d'acheminement très sûre et très fiable pour exporter leur brut. »
 – Elizabeth Tchwenko, Superviseur d'engagement d'achat et de levage, Service commercial, COTCO

Sécurité des COTP du Projet
 Heures travaillées : 278 260
 Taux d'incidents avec arrêt : 0
 Incidents rapportables : 0

Chargements à Partir du Terminal Maritime	2014	
	Millions de barils	TOTAL À CE JOUR
Chargements pétroliers d'exportation	33	567
	30	514



Résultats de la production de 2014

- 28,7 millions de barils produits des champs de Doba
- 76 nouveaux puits ajoutés
- 697 puits de production en service à la fin de l'année
- 53 puits d'injection d'eau en service à la fin de l'année
- 536 procédures de reconditionnement et d'amélioration sur des puits réalisées



PLAN DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT



Les activités du Projet sont régies par l'un des Plans de Gestion de l'Environnement (PGE) les plus rigoureux de l'histoire de l'Afrique subsaharienne. Le PGE a été élaboré en consultation avec des experts environnementaux et culturels, des économistes, les gouvernements du Tchad et du Cameroun, des ONG, la Banque mondiale et les communautés locales. Il contient des indications précises et détaillées sur un large éventail de protections environnementales et socio-économiques ainsi que des mesures d'atténuation que le Projet doit mettre en œuvre dans les zones d'exploitation.



Surveillance externe volontaire pour garantir la conformité au PGE

Depuis 13 ans, un organe de surveillance externe indépendant, la société de consulting italienne D'Appolonia S.p.A., évalue la performance du Projet dans la mise en œuvre de ses engagements environnementaux et socio-économiques définis par le PGE. Les contrats de prêts entre le Projet et la Banque mondiale et d'autres prêteurs nécessitaient cette supervision pendant que les prêts étaient en cours. Bien que les prêts aient été remboursés, le Projet procède volontairement à un examen environnemental et socio-économique annuel effectué par le même tiers indépendant pour l'aider à s'assurer de sa conformité continue au PGE.

L'équipe D'Appolonia passe plusieurs semaines de suite au Tchad et au Cameroun pour analyser les facteurs environnementaux et socio-économiques et s'entretenir avec le personnel de la compagnie, les populations affectées, les ONG et d'autres parties prenantes. Au cours des travaux, cette équipe identifie tout écart de performance et les possibilités qui s'offrent au Projet de procéder à des améliorations.



« Bien que notre participation à ce projet ne soit plus obligatoire, le champ d'application de nos travaux pour cette mission est le même : procéder à un examen complet des pratiques environnementales et socio-économiques de la compagnie. Le Projet a beaucoup investi dans ce système PGE, et se rend

compte que ce cadre s'avère avantageux pour ses activités en fournissant un niveau supplémentaire de gestion des risques et de protection à l'égard des plaintes et des problèmes. Une évaluation indépendante est un avantage pour l'ensemble du système, car elle donne plus de poids, plus de crédibilité et plus de transparence à ses opérations. » – Eugenio Napoli, Consultant, D'Appolonia

Exigences du PGE

Le PGE contient des directives sur plusieurs sujets d'ordre général, tels que :

- Offrir une compensation équitable et transparente aux usagers des terres et aux communautés pour les terres occupées par le Projet
- Effectuer de préférence des achats de biens et de services auprès des entreprises locales et nationales si possible
- Fournir des opportunités d'emploi aux résidents locaux et aux citoyens des pays hôtes, en donnant la préférence aux communautés directement affectées par le Projet
- Offrir des possibilités de formation en cours d'emploi aux employés qualifiés
- Établir des procédures de sécurité qui répondent ou dépassent les normes de sécurité américaines et internationales
- Élaborer et mettre en œuvre des plans d'intervention d'urgence appropriés
- Identifier et préserver les artefacts et les biens culturels, quand c'est approprié
- Protéger la biodiversité en restreignant l'accès aux zones sensibles le long de l'emprise du pipeline
- Fournir des soins médicaux aux employés et éduquer les communautés sur les questions de santé
- Organiser régulièrement des sessions de consultation avec les parties prenantes
- Utiliser un processus de médiation bien défini pour résoudre les différends en cours avec les parties prenantes
- Procéder régulièrement à des suivis et à des vérifications pour garantir la conformité au PGE
- Collaborer avec les agences indépendantes internationales de contrôle et de surveillance

Le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE) adopté par EEPIC, COTCO et TOTCO exige que les nouveaux opérateurs souhaitant se connecter au pipeline Tchad/Cameroun élaborent un PGE qui adhère aux principes fondamentaux (ex. : la consultation, la compensation et la protection environnementale) du PGE du Projet.

FEDEC : Une mission élargie et une durabilité améliorée

La Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun, également appelée FEDEC, a été créée pour aider le Projet à remplir ses engagements PGE consistant à protéger la population et l'environnement à proximité de ses opérations au Cameroun. Depuis 2000, COTCO a contribué à hauteur de 5 millions de dollars pour aider les efforts de FEDEC en matière de conservation et de protection de la biodiversité dans deux parcs nationaux du Cameroun, et pour soutenir les Bakola/Bagyeli, un peuple indigène vivant dans la région forestière comprise entre les villes de Kribi et de Lolodorf.

FEDEC a récemment procédé à d'importants changements visant à élargir sa mission et à renforcer sa durabilité afin d'attirer des partenaires additionnels du secteur privé. Citons parmi ces changements :

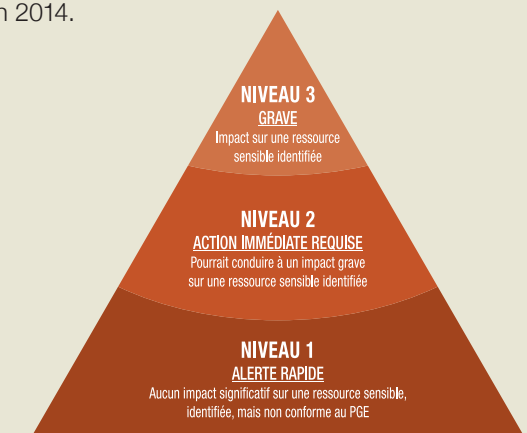
- Un nouveau directeur exécutif et un siège à Yaoundé
- Un plan stratégique pour l'avenir qui décrit une mission élargie, plus durable et un plan de financement
- Un nouveau président du conseil et un membre supplémentaire siégeant au conseil d'administration, portant le total à sept membres
- Une capacité accrue d'inférer et de communiquer l'impact des travaux de l'organisation au moyen de mesures bien définies
- Le développement d'un site Internet et d'autres matériels de communications



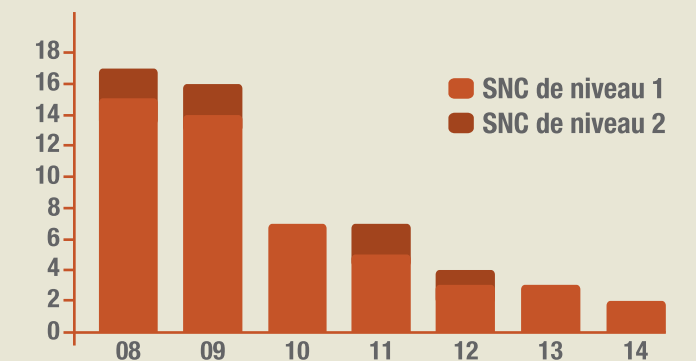
« Avec la vision de notre fondation et notre crédibilité et expertise, nous pouvons aider les compagnies du Cameroun à gérer efficacement leurs engagements environnementaux et socio-économiques et créer des impacts positifs mesurables sur le long terme. » – Anne Virginie Edoa, Directrice exécutive, FEDEC

Situations de PGE à signaler

Le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE) comprend des normes pour rapporter les situations de non-conformité (SNC). Le système de classement à trois niveaux est conçu comme un système d'alerte rapide pour détecter les problèmes et faciliter la rectification des comportements et pratiques non conformes bien avant qu'ils ne deviennent assez graves pour causer des dommages. Le Projet n'a enregistré aucune SNC de niveau II ou III en 2014.



Situations de non-conformité



Déversements

Le Projet a enregistré cette année un déversement d'un baril ; il s'en est servi comme une occasion pour tester sa capacité et ses équipements d'intervention en cas de déversement de pétrole, et pour s'assurer que ses équipes d'intervention restent vigilantes et alertes.

Dans le cadre de l'engagement du Projet de continuellement améliorer sa capacité à protéger l'environnement, l'incident a aussi été utilisé pour étudier des solutions qui pourraient s'avérer efficaces face à de futurs incidents éventuels, telles que l'utilisation de drones pour observer rapidement des zones potentiellement touchées et disposer ainsi de plus d'informations lors des activités d'intervention.

Résolutions satisfaisantes par médiation

Le PGE décrit une procédure de médiation destinée à régler les différends en suspens avec les communautés locales et les autres parties prenantes. En vertu de cet arrangement, le Bureau du conseiller-médiateur pour l'application des directives (CAO) de la Banque mondiale peut engager une procédure de médiation en recevant notification d'un différend qui n'a pas été réglé par le programme officiel de résolution des griefs du Projet. Le CAO utilise une procédure de médiation mutuellement acceptable et flexible pour aider à améliorer les effets sociaux et environnementaux sur le terrain. Le Projet traite méthodiquement la poignée de cas qui ont été soulevés au Tchad et au Cameroun en 2011 et présentés au CAO.

Au Cameroun, trois des quatre cas qui ont été portés devant le CAO par des particuliers ont été résolues avec succès, et il en reste un en instance. Concernant les communautés impliquées dans la procédure du CAO, COTCO s'attache à trouver aux problèmes souvent complexes des solutions collaboratives à long terme à qui satisferont les deux parties.

Pleins feux sur : L'atelier de couture de Berthe

L'histoire de l'atelier de couture de Berthe à Nanga Eboko, Cameroun, illustre l'esprit de collaboration avec lequel le Projet approche cas portés au CAO. Berthe Ongono est tombée malade en travaillant comme cuisinière pour un sous-traitant du Projet pendant la construction du pipeline. Berthe a déposé un grief en affirmant que son état résultait des activités du Projet et a déclenché la procédure de résolution des différends du CAO.

À la suite d'une enquête exhaustive et du processus de médiation, aucun lien n'a été trouvé entre les problèmes de santé de Berthe et les activités du Projet, mais comme sa santé se détériorait au fil des ans, le personnel de COTCO a essayé de trouver des moyens de lui apporter un soutien par le biais des programmes sociaux de la compagnie. L'Association des Femmes de COTCO (ASFEC) est une organisation bénévole formée et financée par les employées de COTCO, destinée à aider des femmes et les enfants défavorisés

du Cameroun. L'ASFEC est intervenue pour aider Berthe, en lui procurant l'équipement et les tissus nécessaires pour démarrer l'atelier de couture dont elle rêvait.

Malheureusement, Berthe s'est éteinte en 2014 avant d'avoir pu ouvrir son entreprise. Toutefois, les religieuses du Diocèse catholique local et d'autres amies de Berthe se sont engagées à tenir l'atelier pour dispenser un enseignement et supporter les orphelins dont elles ont la garde. Parmi ces orphelins, se trouvent les deux enfants de Berthe, âgés de 12 et 16 ans.



« Nous étions très proches de Berthe - quand elle était malade, nous étions celles qui avons pris soin d'elle. Nous espérons utiliser l'atelier pour former les jeunes filles d'ici, supporter nos orphelins et subvenir aux besoins de la famille de Berthe. Nous sommes très satisfaites de l'Association des

Femmes de COTCO, car même après le décès de Berthe, elles sont revenues nous voir, ce qui nous a montré que c'est une compagnie honorable. » – **Soeur Marie France, Diocèse catholique d'Obala**



PROTECTION ENVIRONNEMENTALE



Le programme de surveillance et de gestion de l'environnement du Projet a recours à un grand nombre d'outils, de pratiques et d'activités pour protéger la terre, l'eau et l'air susceptibles d'être affectés par les opérations. Un grand nombre de ces pratiques met l'accent sur un entretien régulier, la surveillance des équipements et une réduction au minimum de la superficie des terres requises pour les opérations. Ces efforts de protection environnementale comprennent aussi comme activités : la mise à jour des systèmes de réglementation de COTCO et TOTCO pour tenir compte de leur nouveau statut d'entreprise de service de transport pour de multiples expéditeurs ; l'implication des ONG et des communautés qu'elles servent pour aider à protéger des actifs du Projet au Tchad et au Cameroun; et la collaboration avec les gouvernements et les entreprises du pays hôte pour détecter et gérer les problèmes qui affectent l'emprise du pipeline.



De nouvelles routes ainsi que des routes améliorées, des activités agricoles et d'autres infrastructures peuvent toutes présenter des problèmes pour l'emprise du pipeline. Faire un suivi rigoureux de ces projets et être en contact avec le gouvernement et les tiers s'avèrent essentiels pour gérer ces risques.

Surveiller les interactions des tiers pour protéger le pipeline

Avec la croissance de l'économie camerounaise et l'augmentation de nouveaux développements dans le pays, une façon importante d'assurer l'intégrité du pipeline long de 1 070 km est de surveiller les interactions entre les infrastructures planifiées et existantes des tiers. Les activités essentielles incluent les réunions de coordination bimensuelles avec le Comité de pilotage et de suivi des pipelines (CPSP), les inspections régulières de l'emprise, les rencontres avec des représentants des administrations locales, l'embauche d'observateurs pour rendre compte des activités douteuses et faire le suivi méthodique des projets près de l'emprise.

Alors que l'accès à l'emprise est autorisé le long de la plupart des sections du pipeline, certaines restrictions sont appliquées pour préserver la sécurité du pipeline. Si une activité peut avoir une incidence négative sur le pipeline, COTCO peut donner l'ordre d'arrêter les travaux. Toutefois, dans la plupart des cas, le tiers et la compagnie parviennent à une solution mutuellement viable.

Par exemple, la modernisation planifiée d'une route à travers le village de Nguinda 1 demandait de faire des modifications topographiques. COTCO a travaillé avec le gouvernement et la compagnie de construction tierce pour modifier la topographie sans perturber le pipeline. COTCO a engagé un résident de Nguinda, un village à proximité, pour observer les travaux et avertir la compagnie de tout problème potentiel.



« Lorsque cette route sera pavée, il nous sera plus facile d'accéder aux marchés plus grands pour y vendre nos récoltes. Mais si le pipeline est affecté, l'environnement risque d'être endommagé. C'est pourquoi, comme chef de cette région, il m'appartient d'assurer la sécurité du pipeline pour notre communauté et pour le développement du pays. »

– Nanga Nanga Pierre, Observateur, COTCO, Nguinda



Construire une autoroute de Yaoundé à Douala comporte plusieurs activités susceptibles de menacer le pipeline. C'est pourquoi, le Projet a posté un observateur pendant les activités des travaux en cours pour avertir COTCO de la probabilité de survenance de toute activité à risque. « Pour assurer la sécurité des communautés. Il est important que le pipeline soit protégé. S'il survenait un problème, les communautés seraient les premières affectées. »

– Enouga Onguene Gregoire, Observateur, COTCO

Mise en œuvre des protections environnementales à Lom Pangar

Le projet de modification du pipeline de Lom Pangar, un grand projet de construction servant à accueillir un projet hydroélectrique de plusieurs milliards de dollars et visant à soutenir le développement économique du Cameroun, a été achevé en 2014. Ces travaux ont été réalisés dans le voisinage immédiat du parc national de Deng Deng, une réserve naturelle protégée, une zone comprenant des artefacts archéologiques historiquement importants et qui abrite des plantes précieuses et rares ainsi que des animaux dont certaines espèces sont en voie de disparition. De ce fait, le Projet a adopté plusieurs mesures destinées à minimiser son impact sur l'environnement.



Une fois la modification du pipeline achevée, d'importants travaux de restauration ont été réalisés pour minimiser toute trace des activités de construction.



Pour minimiser son impact sur l'environnement et les risques d'impacts futurs, le Projet a installé et maintiendra une structure d'intervention rapide (à gauche) capable d'intervenir immédiatement dans le cas peu probable d'un déversement d'hydrocarbures dans la zone de Lom Pangar. En outre, une route d'accès continuellement entretenue fournit, un accès restreint aux urgences à une grande partie de la zone, y compris les trois vannes du pipeline, qui peuvent être automatiquement ou manuellement fermées lors d'une urgence. Pour de plus amples informations sur le projet de modification de Lom Pangar, veuillez consulter le chapitre sur le Développement économique.

Protection contre le braconnage et d'autres activités illégales

Un certain nombre d'activités illégales menace la biodiversité du parc national de Deng Deng, notamment le braconnage des singes et d'autres animaux rares; la coupe et la cueillette des arbres protégés; et le pâturage non contrôlé des gardiens de troupeaux nomades. Pour se protéger contre ces activités, le Projet a fourni des postes de garde, des motocyclettes, une camionnette tout terrain ainsi que d'importantes quantités de carburant et d'équipements au gouvernement camerounais et à son programme d'éco-gardes. Les éco-gardes, des défenseurs de l'environnement possédant une formation militaire postés à Deng Deng, patrouillent la région et essaient de réduire le braconnage par le biais de l'observation, de l'éducation, de l'engagement et la collaboration avec la police. Ils surveillent aussi les activités non autorisées aux abords de l'emprise qui pourraient menacer le pipeline.



« Nous faisons ce travail parce que nous aimons la nature et que nous sommes heureux de pouvoir aider à la protéger, ce travail peut cependant être très dangereux, car nous courons toujours le risque d'être attaqués par des braconniers en les empêchant d'exercer leur métier. Toutefois, depuis que nous avons commencé à la mi-2014, nous pouvons déjà voir une grande différence - les gens savent qu'on les observe et, en conséquence, beaucoup d'entre eux retournent à l'agriculture. » – **Medjo Nang Eugene, Agent technique - Eau et Forêt (ci-dessus/ci-dessous vêtu d'une T-shirt blanc), Iya Pau**



SÉCURITÉ ET SANTÉ



Un programme rigoureux de procédures et de protocoles de sécurité a permis au Projet d'atteindre son score de sécurité de l'an dernier, qui était l'un des meilleurs enregistrés à ce jour, telle que mesurée par le taux d'incidents rapportables (TRIR), qui capte la performance de sécurité globale du Projet prenant en compte même les blessures mineures. Ces résultats confirmaient la tendance continue à la baisse du taux moyen TRIR depuis le début du Projet, qui est attribuable en grande partie au principe que la meilleure réponse aux accidents consiste d'abord à les éviter. Un aspect important de ce principe est qu'on s'attend à ce que tous les travailleurs du Projet identifient continuellement les risques et aident à les supprimer et/ou à les atténuer dans leurs lieux de travail.

Le projet de Développement Tchad/Cameroun suit les directives de l'Administration pour la Sécurité et la Santé des Travailleurs (United States Occupational Safety and Health Administration - OSHA) des États-Unis pour enregistrer les accidents et les blessures, même si les activités du Projet ont lieu à l'extérieur des États-Unis. Les directives de l'OSHA fournissent une norme exhaustive, cohérente et internationalement reconnue qui permet d'évaluer la performance de sécurité du Projet.

Exercices de sécurité

L'équipe d'intervention d'urgence (ERT) d'EEPCI est le premier intervenant en cas d'urgence dans l'installation d'exploitation du projet, Komé 5 ou non loin de là, au siège des opérations de forage, de la Base de Komé. L'équipe est dirigée par un coordinateur des urgences et le chef de file sécurité et se compose d'un groupe d'employés multidisciplinaires, assumant chacun des responsabilités en complément de l'intervention d'urgence. L'équipe effectue presque chaque semaine des exercices de sécurité prévus ou imprévus, incluant souvent des membres des autres services.

Quand une activité à haut risque est sur le point d'avoir lieu, les membres de l'ERT sont prêts à intervenir, leur travail consistant à sauver le personnel blessé et à sécuriser le site. Pour ce faire, chaque membre a un rôle prédéfini et dispose d'un équipement spécialisé pour être prêt à faire face à n'importe quel scénario.

L'exercice illustré ici concerne un travailleur hypothétique qui a perdu connaissance en travaillant en hauteur sur un échafaudage. Pour reproduire les conditions de vie réelle, qui comportent souvent plusieurs facteurs inconnus et dynamiques, l'équipe d'intervention ne dispose d'aucune autre information. Pendant l'exercice, les sauveteurs qui travaillent en hauteur doivent s'amarrer en utilisant des contacts à trois points et maintenir une communication continue avec leurs responsables sur le terrain. À la fin de chaque exercice, dans le but d'améliorer leur temps d'intervention et leur efficacité, les membres de l'équipe se réunissent pour discuter de leurs observations et faire part des conclusions auxquelles ils ont pu arriver.



« Nous espérons ne jamais avoir à intervenir, mais nous continuons à nous exercer de sorte que si on fait appel à nous, nous pouvons intervenir efficacement. »

– **Faustin Lartoloum, Conseiller en sécurité - ERT et Projets / Coordinateur de sécurité**



« Je suis vraiment fier de cette équipe. En plus d'aider à protéger nos travailleurs sur le site, les membres de l'équipe d'intervention d'urgence mettent à profit leurs connaissances et leur expérience pour agir comme premiers intervenants dans leurs propres communautés, une initiative qui peut sauver des vies. Ceci est particulièrement important, car de nombreuses communautés au Tchad n'ont pas de capacité de première intervention. »

– **Arlene Lee, OIMS/Chef de service Sécurité**



L'équipe des dirigeants intégrés de Komé

Une contributrice clé à la solide cote de sécurité du Projet en 2014 est l'équipe des dirigeants intégrés de Komé (Komé Integrated Leadership Team, ou KILT). Le KILT, qui a été créé à la suite d'une évaluation externe du Système de gestion de l'intégrité des opérations (OIMS) menée sur le Projet en 2012, est un groupe de travail interfonctionnel visant à s'assurer que les travaux sont exécutés efficacement et en toute sécurité. L'évaluation OIMS est une pierre angulaire de l'engagement d'ExxonMobil en faveur d'opérations responsables, efficaces et sûres. Les membres du KILT sont les managers à l'échelon le plus élevé chez EEPCI et ses sous-traitants pour chaque domaine d'intérêt, soulignant ainsi l'importance que le Projet accorde à la sécurité dans l'ensemble de l'organisation.

L'équipe se compose de cinq sous-groupes avec des membres permutants qui possèdent un ensemble d'expériences et d'antécédents diversifiés se rapportant à un certain nombre d'activités, notamment les visites de site prévues ou imprévues dans toutes les zones du Projet. Par exemple, une visite de site à une installation de forage pourrait être faite par un chef de service PGE et un superviseur d'entrepôt, chacun d'eux se servant de ses expériences et perspectives uniques pour découvrir des lacunes qui n'ont pas été décelées auparavant et offrir de nouvelles idées sur les pratiques de travail sûres.

L'équipe KILT se réunit régulièrement lors des réunions d'observation de prévention des sinistres (LPS). Ces réunions donnent souvent lieu à une nouvelle police pour remédier à une lacune que le groupe a découvert. Les constatations sont enregistrées et sont ensuite communiquées au cours des réunions de sécurité bimensuelles, qui ont lieu à travers les groupes fonctionnels du Projet. De cette façon, toute l'organisation peut rapidement recevoir des retours d'information pour pouvoir continuellement améliorer la sécurité et les pratiques de gestion du travail.



Maintien d'une opération de forage sûre

Alors que le Projet se trouvait en phase de transition dans le cadre de son programme de forage prolongé, une suspension obligatoire de toutes les opérations de forage et de travaux de puits a été imposée pendant une période de 12 jours en octobre. Cela faisait suite à plusieurs blessures mineures et presque- incidents qui se sont produits au cours des trois mois précédents. Alors que le nombre total d'accidents rapportables pendant l'année était encore inférieur aux taux de l'industrie pétrolière américaine et aux autres indicateurs concernés, ces incidents mineurs se sont produits successivement, ce qui a déclenché la décision du Projet d'interrompre les opérations de forage et de travaux de puits pour identifier et corriger les facteurs de causalité.

Pendant cette suspension, toute l'organisation des travaux de puits s'est recentrée sur la sécurité, tous les travailleurs des opérations de terrain suivant une formation complète et un cours d'appoint sur les exigences, les fonctions et les procédures de leurs emplois. Un forum sur la sécurité a été tenu à l'intention des 700 employés de forage avec une intervention du Directeur général d'EEPCI, Scott Miller, et d'autres directeurs. Une équipe spécialisée s'est déplacé des bureaux d'ExxonMobil à Houston, Texas, pour réaliser une étude d'une semaine sur la culture de sécurité, les protocoles et les habitudes de travail. Cette équipe a observé la façon dont les équipes fonctionnent, ont effectué des analyses de la sécurité des tâches et rencontré différents groupes fonctionnels pour recueillir des informations supplémentaires. Les constatations ont fait l'objet de discussions quotidiennes entre les groupes fonctionnels aux installations d'exploitation de Komé, au siège de N'Djamena et aux bureaux du siège social d'ExxonMobil à Houston. Alors que cette étude a trouvé plusieurs facteurs contributifs qui étaient à l'origine de certains problèmes, elle a aussi révélé plusieurs résultats positifs.

« Du point de vue de la sécurité, le taux total d'incidents rapportables (TRIR) du Projet de Développement Tchad/Cameroun

correspond à celui de l'une des unités fonctionnelles les plus performantes au sein d'ExxonMobil, une compagnie qui est la plus sûre au monde dans son secteur. L'initiative que nous avons prise en imposant une suspension des activités vise à apporter certaines améliorations à notre processus pour nous assurer que nous allions continuer à nous distinguer. »

– **Joe Pace, Chef de service - Opérations de travaux de puits**



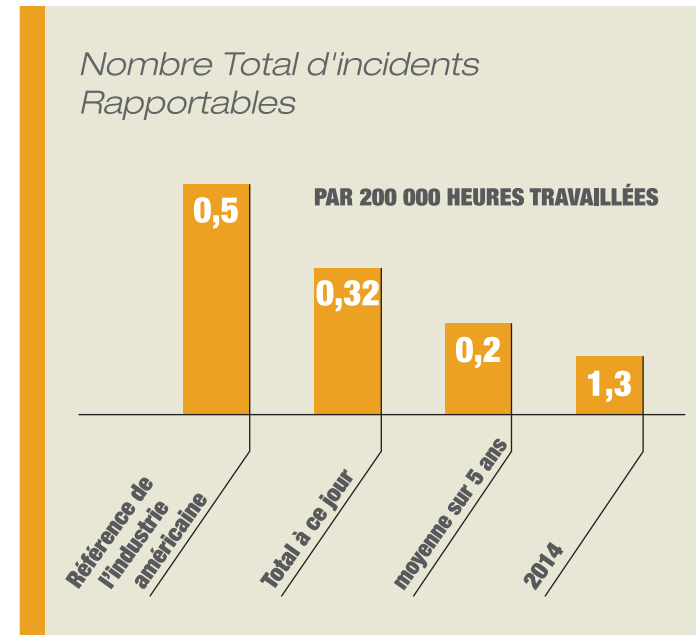
Le service de construction d'EEPCI atteint une étape importante : 10 ans de sécurité

Le service de construction du projet au Tchad a opéré pendant plus de 10 ans sans connaître un seul accident avec arrêt de travail. Les activités du service, qui sont considérées comporter des risques plus élevés que bien d'autres activités, comprennent tous les travaux associés aux grues, aux échafaudages et à la construction dans la zone des champs pétroliers. Le service, qui a enregistré plus d'un million d'heures de travail en 2014, dirige les projets pilotes concernant les liquides LK Liquids, l'alimentation en brut et les polymères, des projets cruciaux pour la prolongation et la maximisation de la production.



Taux d'incidents à signaler

2013 a vu le Projet atteindre sa meilleure cote de sécurité, déterminée par la mesure de tous les incidents de sécurité rapportables par 200 000 heures travaillées. Le taux d'incidents rapportables du Projet est depuis des années nettement inférieur au taux moyen de l'ensemble de l'industrie pétrolière américaine, et a surclassé cette référence de presque 40 % en 2014. La référence pour l'industrie pétrolière américaine provient des rapports remis à l'American Petroleum Institute par les compagnies participantes. Le Projet obtient ces résultats grâce à la fixation d'objectifs à long terme, un respect rigoureux du protocole d'intégrité opérationnelle et le maintien d'une culture d'employés qui est fortement axée sur la sécurité au travail et à la maison.



Achèvement de la modification de Lom Pangar en toute sécurité

Le projet de modification du pipeline de Lom Pangar a été achevé avec succès sans enregistrer un seul accident avec arrêt de travail sur 1,2 million d'heures de travail investies. Pour de plus amples informations sur les efforts déployés, veuillez consulter la page 38.

« Les efforts déployés ont nécessité la présence de près de 350 nouveaux employés de 14 nationalités différentes réalisant différents travaux sur 45 kilomètres de pipeline. Comme un grand nombre d'entre eux ne connaissait pas notre culture de sécurité, les procédures et le système de gestion, il nous a fallu travailler d'arrache-pied pour les initier à nos pratiques et faire en sorte que tout le monde reste concentré sur la sécurité. Quand on est sur le terrain, la sécurité n'a plus rien de théorique. Une planification approfondie, des objectifs clairs, une formation régulière, des réunions de sécurité et le soutien de la direction du Projet se sont avérés essentiels à notre succès sur ce plan. Même si la tâche était ardue, elle en valait la peine, car au bout du compte, nous avons obtenu de bons résultats. » – Albert Ateba, Directeur du PGE, (anciennement Directeur de sécurité du projet de Lom Pangar)



Pleins feux sur : Union pour des routes sûres

Le 21 novembre, COTCO a participé au « Jour de la sécurité routière », événement organisé en partenariat avec un collectif de travail basé au Cameroun, appelé « équipe de travail pour la sécurité routière » et qui est composée de certaines des plus grandes compagnies du Cameroun, qui empruntent toutes les routes du Cameroun pour exercer leurs activités. Le groupe se réunit régulièrement pour partager les meilleures pratiques en vue non seulement de réduire les risques d'accidents de la circulation dans leurs parcs respectifs, mais aussi pour aider à rendre les routes du Cameroun plus sûres pour tous les conducteurs.

Le Jour de la Sécurité routière a rassemblé plusieurs représentants des compagnies de transport, des prestataires de services d'entretien automobile, des distributeurs de véhicules, des compagnies disposant de grands parcs de véhicules et des syndicats de transport, dont bon nombre organisaient ou participaient à une gamme d'activités telles que des ateliers sur les pratiques de la sécurité de la conduite en fonction de l'état des routes, des conducteurs et des véhicules.

Modernisation de l'équipement de broyage de grain dans la zone de développement des champs pétroliers

La visite dans plusieurs villages de l'OFDA d'un cadre supérieur d'ExxonMobil a entraîné des améliorations à la sécurité de l'équipement de broyage de grain dans toute la zone. L'équipement, communément installé grâce au programme de compensation communautaire, réduit considérablement le fardeau imposé aux villageoises en réduisant radicalement le temps et l'effort requis pour préparer les repas pour leurs familles au quotidien. Pendant la visite, il a été constaté que les courroies exposées et la machine rotative, qui sont courantes sur ces types de moulins à grains, présentaient un risque potentiel pour la sécurité des opérateurs de machine et des tiers.

Bien qu'il n'y a eu aucune blessure, le cadre a identifié le risque potentiel, en raison d'un regard neuf et d'une formation approfondie en gestion des risques qui est proposée partout dans l'organisation. Par la suite, la compagnie a conçu et installé des dispositifs de sécurité sur les 10 moulins de l'OFDA, et ils seront incorporés dans les nouveaux dispositifs de broyage communautaires que le Projet installera.



– Mbaïsegum Michelin, opérateur d'un moulin à farine, Moundouli (à gauche dans la photo avec son collègue Dingamndji Esaie)

« Nous avons été formés à l'utilisation et à la maintenance de ces machines, mais leur utilisation comporte certains risques. En conséquence nous portons un équipement de sécurité fourni par le Projet et nous sommes les seules personnes à pouvoir entrer dans le bâtiment ou à opérer cet équipement. Mais ces nouveaux dispositifs protecteurs font que nous nous sentons même encore plus en sécurité en travaillant avec cet équipement. »



Préparation à l'Ebola

L'apparition de l'Ebola en Afrique occidentale a incité les services de Médecine et d'hygiène du travail au Tchad et au Cameroun à prendre les mesures qui s'imposaient pour protéger les employés du Projet et la population en général.

Pendant des mois, le service s'est préparé à la possibilité d'une éclosion d'Ebola dans l'un ou l'autre pays hôte ou dans les deux. Il a travaillé directement avec les gouvernements camerounais et tchadien pour développer des mesures de prévention et de lutte contre les maladies infectieuses, prêtant une attention particulière à l'Ebola. Le personnel du Projet a fait appel à l'expérience acquise par ses collègues de la société affiliée d'ExxonMobil au Nigéria, qui ont participé avec succès à la lutte contre l'épidémie dans ce pays. Les recommandations du Projet ont influé sur la politique nationale. Par exemple, le Tchad autorise maintenant les lave-mains et la prise de température sans contacts des voyageurs qui entrent dans le pays par l'aéroport de N'Djamena. Le Ministère de la Santé du Cameroun a félicité COTCO pour son intervention rapide et son engagement stratégique à l'effort de préparation du pays à l'Ebola. En outre, les sociétés affiliées du Projet au Tchad et au Cameroun se sont chacune dotées d'une équipe de gestion des épidémies infectieuses (IDOM), constituée de la direction des principaux services de chaque compagnie. Les équipes se rencontrent régulièrement pour élaborer des stratégies de gestion des maladies infectieuses potentielles.

Voici certaines mesures que COTCO et EEPCI ont prises au niveau de l'entreprise en se basant sur les recommandations des équipes IDOM :

- Procéder à un dépistage obligatoire de chaque voyageur pénétrant dans les installations de la compagnie et exiger des employés qui présentent des symptômes de maladie de subir un examen approfondi et d'observer des restrictions de déplacement
- Sensibiliser les employés à la maladie
- Interdire aux employés de se présenter au travail dans le mois suivant un voyage en provenance d'un pays affecté par l'Ebola, délai qui dépasse la période d'incubation de 2 à 21 jours de l'Ebola
- Précommander les fournitures nécessaires, notamment les médicaments et l'équipement de protection individuelle (EPI), pour éviter de déclencher des pénuries locales
- Effectuer des exercices de préparation à la lutte contre l'Ebola dans les installations du Projet pour garantir une exécution appropriée des procédures et une utilisation efficace de l'EPI nécessaire

« Pour protéger efficacement nos travailleurs, nous devons aussi participer à un effort plus large destiné à protéger le public, et en travaillant main dans la main avec le gouvernement, nous pouvons élargir les effets de notre expertise à travers le pays. Nos efforts en interne fournissent un niveau supplémentaire de protection contre une perturbation des opérations attribuable à une épidémie. »

– Dr Tog-Yeum Nagorngar, Directeur, Service de médecine et hygiène du travail d'EEPCI

« Notre objectif est de remplir notre devoir pour protéger l'environnement communautaire. Notre collaboration avec le Ministère de la Santé aidera à minimiser le risque d'Ebola dans ce pays et au sein de nos opérations. » – Marie-Madeleine Ekani, Directrice, COTCO Service de Médecine et d'Hygiène du travail

Consultations médicales en 2014

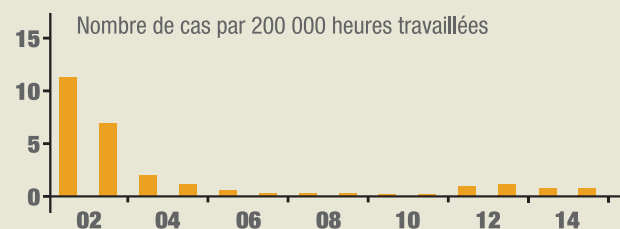
18 396

Prévention du paludisme

Le taux d'infection par le paludisme des employés non immunisés du Projet a fortement diminué au fil des ans, conséquence de la mise en œuvre intensive de l'initiative de prévention du paludisme dans la zone du Projet. Comme l'indique le graphique, le taux annuel a fortement diminué de 11,44 en 2002, date de la dernière année entière de construction du pipeline.

Les consultations médicales gratuites pour les employés dans les cliniques du Projet représentent un avantage social très apprécié au Tchad et au Cameroun où les soins médicaux peuvent être difficiles à obtenir, surtout dans les régions rurales. La plupart de ces soins n'ont aucun lien médical lié à l'activité professionnelle.

Taux d'infection du paludisme
(personnel non immunisé)



L'Association sportive d'EEPCI : Conditionnement physique en compagnie des collègues

Ci-dessous, les employés d'EEPCI jouent au football contre une équipe d'une autre entreprise de N'Djamena, à l'initiative de l'association sportive de la compagnie. L'association créée par les employés est ouverte à tout le personnel de la compagnie : c'est un moyen d'encourager un mode de vie sain et de favoriser des relations fructueuses et une atmosphère collégiale au sein de la compagnie. Outre l'équipe de football, l'association tient régulièrement des sessions de gymnastique et prévoit mettre sur pied une équipe de basketball et satisfaire les différents intérêts de ses membres.



« Comme beaucoup d'employés travaillent de longues heures, il leur est difficile de jouer dans des équipes extérieures ou d'avoir le temps d'aller au gymnase, mais nous pouvons intégrer nos horaires à celui de l'association sportive d'EEPCI. Cela nous aide à gérer notre santé

et c'est une excellente occasion de former des liens en réunissant des employés à tous les niveaux de la compagnie, de la direction aux opérations en passant par la sécurité, les nettoyeurs et les sous-traitants. » – **Stéphane Daboulaye, Coordinateur des Systèmes de gestion de l'intégrité des opérations, EEPCI**



ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE



Une approche multidimensionnelle pour l'implication des communautés a contribué à créer et à soutenir des relations saines et fructueuses avec les personnes qui habitent à proximité des opérations du Projet au Tchad et au Cameroun. La transparence, la cohérence et le respect sont essentiels pour tenir informées les communautés affectées par des opérations courantes ou planifiées du Projet et pour rassembler les informations relatives aux activités projetées ou aux problèmes potentiels. En outre, un programme soutenu d'investissements ciblés dans les communautés fait partie du plan du Projet visant à assurer que les villes et les villages bénéficient non seulement des programmes de compensation décrits dans le PGE, mais aussi des activités bénévoles de responsabilité sociale effectuées par la compagnie et les employés à toutes les zones du Projet tant au Tchad qu'au Cameroun.



Une nouvelle approche pour l'implication des communautés au Tchad

En 2014, le Projet a ajusté son approche pour l'implication des communautés au sein de l'OFDA, concentrant ses efforts sur les communications bilatérales et l'établissement de relations entre les cadres supérieurs d'EEPCI et les dirigeants des communautés. Cette approche qui consiste à créer des événements sociaux auxquels assistent les dirigeants du Projet, s'est avérée particulièrement efficace, car elle tient compte des traditions et des coutumes locales et fournit un mécanisme permettant aux dirigeants du Projet et des communautés de communiquer directement les uns avec les autres. Cette approche a donné des résultats plus productifs sur des questions importantes liées à la sûreté, la sécurité et la santé qui touchent le Projet et les communautés avoisinantes.

« Grâce à cette nouvelle approche, nous nous sentons inclus. EEPCI implique maintenant tous les responsables des communautés à partir du canton jusqu'au niveau du village. Le fait que les dirigeants d'EEPCI soient ici simplifie nos communications et le temps de réponse à nos préoccupations. »

– Daingar Ndingambaye, Chef de Canton de Béro, vêtu de bleu dans la photo ci-dessus, avec des employés du Projet et des membres de la communauté



« À la fin de la dernière réunion que nous avons eu avec EEPCI, nous sommes partis en ayant l'impression que les dirigeants du Projet nous avaient écouté. Il était très important que la direction d'EEPCI soit présente. C'est un geste très important pour nous qui montre que les communautés sont une priorité pour le Projet. »

– Mbaïdoba Justin, Maire de Komé Atan

Réunions de consultation en 2014

TCHAD	
Sessions	402
Présences	22 401
CAMEROUN	
Sessions	592
Présences	5 882



Comité des dons sociaux

Pendant deux jours en novembre, des centaines d'enfants dans cinq écoles des villages de Danmadja, Madana-Napeur, Komé Base, Djeûne et Béro ont reçu des fournitures scolaires fournies par le Comité des dons sociaux du Projet. C'est la deuxième année d'existence du Comité des dons, qui est composé de personnel tchadien et expatrié résidant à Komé 5.

Le Comité fait des dons de jouets pour Noël et des fournitures scolaires à la rentrée scolaire et le Projet aussi contribue à hauteur des contributions des employés. Les membres de l'équipe socio-économique du service PGE aident à organiser les activités pour s'assurer que le matériel est livré dans les secteurs les plus défavorisés.



« Nous sommes très reconnaissants parce que nous n'avons jamais auparavant reçu de dons comme ceux-ci, et cela permet de faire face à l'un de nos grands défis. Je veux que mes enfants aient une chance d'aller même plus loin que moi et l'école est le moyen d'y parvenir. » – Nomi Kalimbaye Modeste, Directrice, Village de la base de Komé - École primaire - « Assemblée chrétienne de Dieu » (Christian Assembly of God)



Expansion des services de soins oculaires pour les familles à faible revenu

Un don d'EEPCI a permis de financer une nouvelle salle d'examen de la vue et d'opération à la clinique Centre de Santé Ordre de Malte d'Amtoukoui à N'Djamena, dans laquelle des centaines d'exams, de procédures et de chirurgies mineures ont été réalisées au deuxième semestre 2014. La clinique, dirigée par l'Ordre souverain de Malte, dont les membres sont volontaires pour servir les pauvres et les malades, traite environ 20 patients par jour pour des soins oculaires. La structure, achevée le 26 mai au coût de 19 millions de FCFA (30 000 \$), comprend des panneaux solaires et des batteries pour fournir une énergie auxiliaire au besoin.



« Nous tenons à remercier EEPCI, car nous avons maintenant un centre propre où les patients sont heureux de venir se faire soigner. » – Sœur Helene Habib, Centre de Santé Ordre de Malte d'Amadou



Don d'un réfectoire d'école

Le Collège Notre Dame de l'Assomption d'Atrone, une école secondaire de filles N'Djamena, a achevé un nouveau réfectoire en 2014 grâce à des fonds fournis par le Projet. L'école a fait une demande de financement après s'être rendu compte que les fillettes n'avaient pas assez de temps pour terminer leurs devoirs quotidiens après avoir fait le ménage et les travaux ménagers. L'administration de l'école a reconnu que le meilleur moyen d'aider les fillettes à compléter leurs devoirs serait de leur permettre de rester après les heures normales d'école, ce qui nécessite de fournir un goûter quotidien. Grâce au réfectoire maintenant terminé, les fillettes peuvent rester à l'école plus longtemps, ce qui leur donne plus de temps pour se concentrer sur leurs études.

Pleins feux sur: L'Association des Femmes d'Esso Tchad

L'Association des Femmes d'Esso Tchad (ASFET) est une organisation bénévole créée par les employées d'EEPCI pour soutenir les femmes et les enfants. Alors que le groupe était initialement financé par des contributions des employées tchadiennes et expatriées, EEPCI complète depuis plusieurs années des dons d'un montant équivalent aux contributions des employées.

Quelques faits marquants du groupe en 2014 :

- Poursuite de son engagement à long terme d'un soutien financier aux dix meilleures étudiantes des dix meilleurs lycées de N'Djamena
- Livraison de deux semaines de nourriture aux enfants réfugiés déplacés de la République centrafricaine
- Forage de puits d'eau dans les communautés rurales pauvres de N'Djamena
- Soutien d'un orphelinat local par des dons de nourriture

L'ASFET, qui inclut la majorité des femmes qui travaillent au siège d'EEPCI à N'Djamena, a récemment nommé Mme Ramatou Mahamat présidente pour un mandat de deux ans. Ramatou a aussi été invitée à siéger à titre de vice-trésorière au Conseil national des femmes leaders du Tchad de la Première Dame, un groupe de femmes de prestige provenant de tout le pays qui organise des forums nationaux pour traiter des questions concernant les femmes au Tchad.

« Grâce à notre travail avec l'ASFET, nous espérons pouvoir augmenter le nombre de femmes dans le leadership du Tchad. L'histoire des femmes au Tchad est la même que celle dans bien d'autres pays. Bien que nous soyons encore confrontées à certains stigmates traditionnels, les femmes occupent de plus en plus de postes élevés. L'avenir ici est brillant. »

– Ramatou Mahamat, Présidente, ASFET



Soutien des activités d'entretien des puits d'eau

Plusieurs véhicules du Projet ont été donnés en soutien à l'ONG française, IDO, qui aide les communautés dans le Sud tchadien à améliorer leurs systèmes de puits d'eau. La mission de l'organisation est de rendre l'eau potable disponible pour les communautés rurales et éloignées en Afrique, réduisant ainsi l'exposition aux bactéries néfastes d'origine hydrique et aux maladies comme le choléra, la fièvre typhoïde, l'hépatite A et la dysenterie.

Il est essentiel dans le cadre de ce travail d'éduquer les communautés sur l'importance de l'eau propre. Alors que les solutions peuvent être aussi simples que de maintenir propre la surface environnante et de couvrir le puits, l'organisation forme aussi les communautés à se procurer des fonds pour l'achat d'outils et l'entretien de leurs puits, qui peuvent cesser de fonctionner après des années d'utilisation quotidienne, souvent à cause de simples problèmes mécaniques qui sont facilement réparés avec une formation minimale.

Les effectifs volontaires d'IDO, qui travaillent pour Schlumberger, la compagnie de soutien aux services de forage, utilisent les véhicules fournis par le Projet pour effectuer de nombreux déplacements à l'intérieur et autour de l'OFDA. Ils ont identifiés plus de 1 200 puits d'eau, diagnostiqué 500 problèmes et aidé les communautés à réparer plus de 300 puits dans la région. Le Projet a aussi commencé à indiquer à IDO les emplacements des nouveaux puits et des puits projetés pour soutenir leur inventaire et les efforts de cartographie.

« Quand je suis au travail, j'ai accès à assez d'eau propre. C'est ma façon de redonner à la communauté, l'aider à avoir aussi de l'eau propre. Le premier grand défi est de faire comprendre aux villageois que toutes les eaux ne sont pas les mêmes ou ils boiront juste l'eau de la rivière quand leurs puits tomberont en panne. En fait, bon nombre de ces enfants ont des frères et sœurs qui sont morts de causes inconnues, et la communauté ne comprend pas que c'est souvent l'eau qui est à l'origine de ces morts. » – **Mahamat Ahmed Kadjangaba, Volontaire, IDO**



OCCUPATION DES TERRES ET COMPENSATION



EEPCI a mis en œuvre le plan d'action de gestion de l'occupation des terres (LUMAP) en 2007 pour veiller à ce que les agriculteurs dans la zone des champs pétroliers puissent maintenir leur niveau de vie à long terme tout en donnant la possibilité au Projet de satisfaire ses besoins fonciers au fur et à mesure que de nouveaux puits sont forés. Le plan décrit un certain nombre de domaines d'action pour minimiser la quantité et l'impact de son occupation foncière, pour offrir une juste compensation aux communautés et aux particuliers et pour restaurer les niveaux de vie qui ont été affectés par l'occupation des terres du Projet. Avec les forages supplémentaires qui devraient se poursuivre pendant plusieurs années, la poursuite de ce programme est une priorité pour l'équipe du PGE. Pour consulter le texte complet du plan d'action finalisé et les documents connexes, voir le site Web du Projet à www.EssoChad.com.



Plains feux sur : COTCO reçoit le prix de citoyenneté d'entreprise

COTCO a été choisi par l'ONG camerounaise, Groupe Africain de l' Excellence, comme lauréat de deux Palmes d'Or de l' Excellence Africaine 2013 au titre d'entreprise citoyenne responsable et pour la solidité des pratiques de gestion de la compagnie. Les prix ont été décernés à un gala en avril en 2014 à Yaoundé.

Compensation individuelle

Le PGE du Projet définit la façon dont toutes les compensations doivent être effectuées. Le plan précise comment les taux doivent être établis et énonce des procédures de paiement qui ont été soigneusement conçues, avec la contribution des ONG et de la Banque mondiale, pour être justes et transparentes. Le Projet indemnise les agriculteurs individuels pour l'occupation des terres de plusieurs façons, notamment en espèces, par des biens en nature ou une formation.

Une compensation supplémentaire est fournie aux utilisateurs qui ont subi les impacts les plus importants, mesurés par un ensemble d'indicateurs socio-économiques, tels que la superficie de terres arables par rapport au nombre de personnes à charge dans la famille. Dans la plupart des cas, cette compensation comprend des équipements, du bétail et une formation agricole. Pour s'assurer que le programme est efficace, les bénéficiaires de ce type de compensation font l'objet d'un suivi au fil des années. Ces programmes de compensation sont habituellement suffisants pour maintenir ou améliorer le niveau de vie de la plupart des agriculteurs individuels affectés par le Projet, mais dans de rares cas, un renforcement supplémentaire par le biais d'équipements ou d'une formation supplémentaire peut s'avérer nécessaire. Dans ce cas, l'équipe socio-économique du Projet travaille avec l'individu pour développer une solution satisfaisante. Les bénéficiaires doivent participer à cette démarche, car il a été démontré que celle-ci est un facteur important pour le succès

de l'individu. Par exemple, pour recevoir des équipements, du bétail ou des biens supplémentaires, un agriculteur peut être tenu de construire un abri pour s'assurer que le matériel ou les animaux restent en bon pour offrir une valeur sur le long terme.

Nasson Nodjitouloum a subi un impact important quand deux tiers de sa terre agricole ont été requises pour des opérations de production pétrolière. Il a utilisé sa compensation financière pour supporter sa famille, construire une maison et acheter de l'équipement et des vaches, entre autres biens. Il était également éligible à une compensation supplémentaire, grâce à laquelle il recevait d'autres équipements tels qu'une charrette pour transporter les produits au marché, deux autres vaches et une brouette. Toutefois, au fil du temps, il devenait clair qu'il avait besoin d'un autre renforcement pour maintenir son niveau de vie et, en conséquence, il a reçu une compensation, ainsi que du bétail et des équipements supplémentaires. Nassona a été tenu d'aider à construire un abri pour préserver la santé de nouveau bétail. Avec l'aide du renforcement, Nasson a été en mesure de supporter sa famille en croissance.

« Comme je ne m'attendais pas à recevoir un renforcement, j'étais vraiment heureux de le recevoir. La bicyclette permet à mes enfants de se rendre à l'école, le broyeur aide ma femme à gagner un peu d'argent et je peux louer certains de mes équipements aux co-résidents du village pour amener leurs marchandises au marché. À l'avenir je veux utiliser les fonds dont je dispose pour aider mes enfants à continuer à aller à l'école. Cela leur permettra d'avoir une bonne éducation. » – **Nasson Nodjitouloum, Agriculteur, Village de Poutouguem**



Compensation communautaire

Outre les différents types de compensation individuelle, le programme de compensation communautaire du Projet compense les impacts de l'occupation des terres sur les villes et les villages provenant des activités de production qui peuvent être plus difficiles à quantifier que les impacts sur les particuliers. Le programme renforce ces communautés et améliore la qualité de vie en installant les infrastructures nécessaires telles que les puits d'eau, les greniers et les écoles.

Le Projet utilise un processus participatif officiel à plusieurs étapes pour évaluer le niveau d'impact et les besoins de la communauté.

1. Des données socio-économiques et des données sur l'occupation des terres sont continuellement collectées sur tous les villages à proximité des zones du Projet.
2. Les villages éligibles sont évalués et se voient attribuer un niveau d'impact ; un plan spécifique au site est également développé.
3. La communauté reçoit un catalogue de choix dont les villageois peuvent discuter et sélectionner leur infrastructures. Selon son niveau d'éligibilité et ses besoins, la communauté peut choisir plusieurs petites options ou une seule plus grande option. Ce travail est exécuté par une ONG locale. Un représentant de la compagnie n'assiste qu'à la séance finale pour être sûr qu'aucune pression extérieure ne semble avoir été exercée sur la communauté. Des représentants de l'administration locale sont également présents pendant ce processus pour faciliter le choix de la communauté.
4. Une fois que la communauté a arrêté son choix, un accord est signé et le Projet engage un entrepreneur pour construire l'infrastructure.
5. Un transfert officiel (dans la photo ci-dessous, les clés d'un nouveau bâtiment scolaire) a lieu lorsque le projet est terminé.



À l'aide de ce processus, EEPPI a effectué 169 projets de compensation communautaire dans la zone de champs pétroliers et le long du pipeline, ce qui représente un investissement de plus 2,5 milliards de FCFA (plus de 5 millions \$) dans les communautés du Tchad.



Les projets de compensation communautaire comme celui-ci à Bemira, un village de l'OFDA, peuvent avoir un énorme impact sur la qualité de vie en fournissant de l'eau propre. Lorsque la communauté a opté pour un puits d'eau à titre de compensation, le Projet a évalué les besoins et, en fin de compte, a attribué deux puits à la communauté.



« Quand nous buvions l'eau du fleuve Logone, nous avions constamment le même problème : les gens tombaient malades. Nous avons déjà reçu une salle de classe à titre de compensation du Projet. Elle a été très utile, mais l'eau propre a été pour nous le plus beau cadeau qui soit. »

– **Djimadji Francois, Chef, Bemira I**

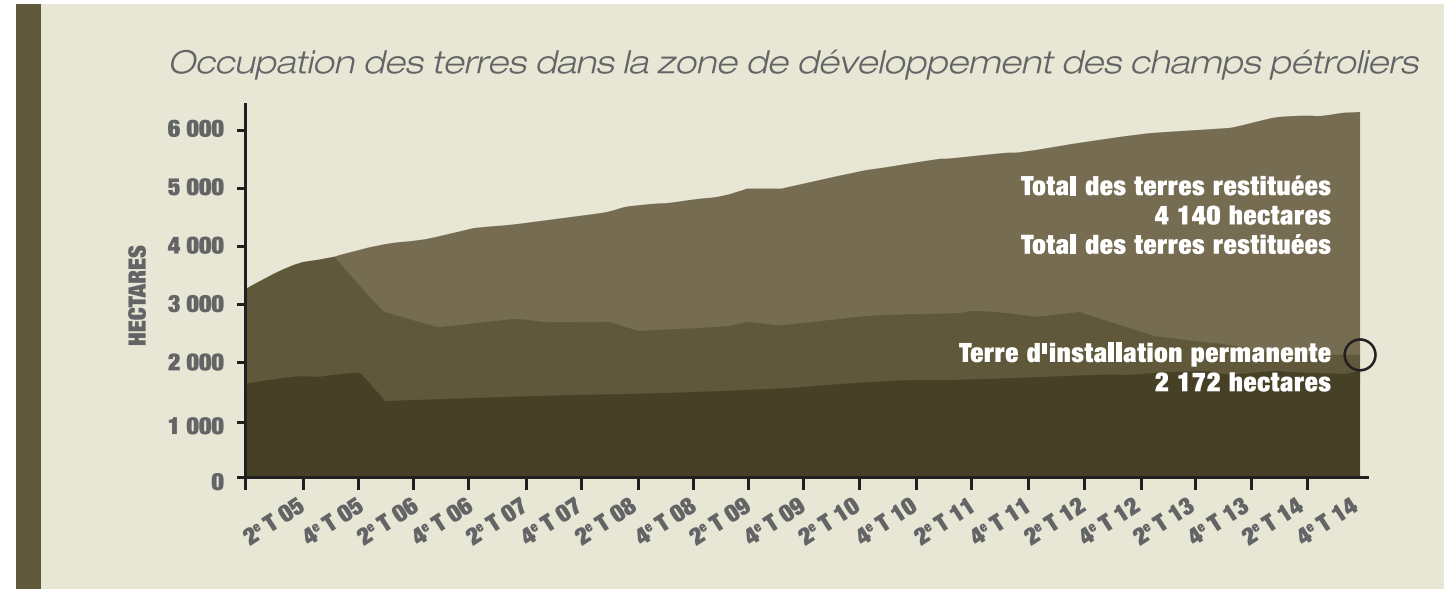


« Cette eau est meilleure, car elle est propre et à proximité. Elle est différente à l'œil et au goût. Je suis heureuse de savoir que mon bébé va boire cette eau en grandissant »

– **Mendelar Emiliene, Bemira I**

Compensation

Le montant total de la compensation individuelle pour l'occupation des terres en 2014 s'élevait à plus de 840 millions de FCFA (plus de 1,7 million \$) en espèce ou en nature. Plus de 17 milliards de FCFA (34 millions \$) en compensation individuelle pour l'occupation des terres ont été versés depuis le commencement du Projet. En règle générale, les engagements de compensation se sont stabilisés pendant des années à des niveaux nettement inférieurs à ceux de 2000 à 2003, lors de la phase de construction des installations du centre de traitement, du développement des champs pétroliers initiaux et du système de pipeline d'exportation.



Programmes de compensation du PGE

Les propriétaires de terres utilisés ainsi que les villages impactés par le projet sont dédommagés conformément au Plan de Gestion de l'Environnement (PGE). le commencement de la construction en 2000, le Projet a dédommagé plus de 17 350 occupants de terrains individuels pour plus de 7 662 hectares dans 480 villages impactés par le projet et le tracé du pipeline qui part des champs pétroliers sur toute la longueur du Projet de Komé au Tchad à Kribi au Cameroun.

Le Projet a occupé à un moment ou à un autre une superficie totale d'environ 4,6 % sur les 100 000 hectares de terres de la zone de développement des champs pétroliers. Quand toutes les terres occupées par des constructions temporaires seront rendues, le pourcentage sera juste 1,9 pour cent des 100 000 hectares.

La conformité du Projet aux obligations de compensation du PGE a été documentée dans les rapports de mise à jour du Projet et par le Groupe Indépendant pour le Suivi de la Conformité aux Spécifications du PGE et le Groupe International Consultatif de la Banque Mondiale. Un ensemble de principes de base a régi l'effort de compensation, dont en particulier :

- Une procédure transparente de compensation pour que tous les résidents du village puissent voir qu'aucun résident n'est favorisé par rapport aux autres.
- Une sensibilisation aux coutumes et traditions ainsi qu'aux exigences de la législation locale. Au Tchad et au Cameroun, presque toutes les terres sont juridiquement la propriété de l'état. La majorité des terres sur lesquelles les villageois se sont établis sont contrôlées par chaque village et sont attribuées par son chef local. Au lieu d'être propriétaire de la terre comme c'est couramment le cas en Europe et en Amérique du Nord, les gens ici ne détiennent qu'un droit d'usage foncier. En conséquence, le Projet n'achète pas de terre, mais indemnise les agriculteurs et autres particuliers pour les impacts du Projet telles que des récoltes perdues.
- L'archivage de toutes les transactions de compensation. Chaque paiement est enregistré et va dans un dossier avec une photo de la transaction et l'empreinte digitale du bénéficiaire.
- Éviter ou minimiser la réinstallation des ménages grâce à une reconfiguration des besoins fonciers du Projet et à l'offre de deux alternatives à la réinstallation: Formation à l'agriculture améliorée et formation à un emploi en dehors de la ferme.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



Le projet de Développement Tchad/Cameroun a généré plus de 12 milliards de dollars en revenus pour le Tchad depuis que le pétrole a commencé à couler en 2003. Le pays a investi une grande partie de ces recettes dans les secteurs de développement économique, social et culturel du Tchad. En plus d'achever des douzaines de projets de développement d'infrastructures à travers le pays, le Tchad a marqué deux étapes majeures. dans le développement de son industrie extractive en pleine expansion :

- L'entrée de la compagnie d'hydrocarbures nationale du Tchad, La Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT), au sein du Consortium qui est propriétaire du projet EEP/CI/TOT/CO/COTCO.
- L'acceptation comme membre à part entière par l'Organisation de transparence internationale, l'Initiative de la transparence dans les industries extractives (ITIE), qui promeut une gestion responsable des ressources naturelles en demandant à ses membre de « divulguer des informations sur les versements d'impôts, les licences, les contrats, la production et autres éléments clés autour de l'extraction. »

Au Cameroun, le Projet a injecté des centaines de millions de dollars dans l'économie par le biais d'emplois et d'achats locaux, et il a investi bon nombre de millions de dollars additionnels dans des projets de développement communautaires et des entreprises de grande envergure comme le projet de modification du pipeline de Lom Pangar qui a été récemment achevé. Celui-ci permet au gouvernement camerounais de construire un barrage hydroélectrique qui accroîtra radicalement la quantité d'énergie électrique disponible pour l'expansion de l'industrie au Cameroun pendant de nombreuses années à venir.



Emploi local : Développer un réservoir de talents

Une sélection rigoureuse, une planification à long terme, une formation quotidienne et le mentorat ont été des facteurs clés pour constituer une main-d'œuvre tchadienne et camerounaise compétente et professionnelle au cours de la dernière décennie.

Ces activités font partie de la stratégie de développement des talents du Projet, qui a été élaborée et supervisée par un comité de cadres supérieurs de tous les secteurs de la compagnie. Le comité analyse les structures organisationnelles, les besoins fonctionnels et la performance des employés pour prendre des décisions éclairées sur un placement stratégique et le développement des employés. Le Projet utilise un processus de notation sophistiqué et un système basé sur le mérite destiné à reconnaître et à récompenser les employés les plus performants en offrant des opportunités d'évolution de carrière et une rémunération concurrentielle.

Pleins feux sur : Borkam Ban-Orngue

En 2014, EEPCI a nommé Borkam Ban-Orngue, un Tchadien initialement embauché en 2002 comme analyste au service des Ressources humaines au poste de Directeur des Ressources humaines de la compagnie. Comme c'est souvent le cas chez EEPCI, la carrière de Borkam a été marquée par une variété de rôles au sein de la compagnie qui lui ont permis d'acquérir un vaste ensemble d'expériences qui l'a préparé pour son nouveau rôle.

« EEPCI fournit aux employés de nombreuses opportunités de se développer - par une participation aux réunions, une formation, des conférences et bien sûr, par le mentorat. Dans le cadre de la plupart des responsabilités que j'ai assumé, il y avait presque toujours un expatrié qui me soutenait et m'encadrait. J'ai certainement de la chance d'être là où j'en suis au point de vue carrière, mais cette compagnie prend les bonnes décisions

Ce processus a entraîné une nationalisation accrue et des taux élevés de conservation des employés. Plus de 88 % des employés d'EEPCI et de COTCO sont camerounais ou tchadiens et près de la moitié des cadres supérieurs d'EEPCI sont tchadiens. Les opérations de COTCO qui sont basées à terre sont entièrement gérées par des camerounais et 80 % des postes de direction de la compagnie sont occupés par des camerounais.

Comme le nombre d'employés expatriés continue de diminuer, le Projet a instauré un nouveau programme de mentorat qui implique la plupart de ses cadres expatriés et employés nationaux. Le but est d'encourager encore plus la mobilité ascendante des nationaux tchadiens et camerounais dans des rôles de cadres supérieurs et de supervision. Ces cadres qui sont officiellement jumelés avec les employés ayant le potentiel de leadership le plus élevé dispensent un enseignement et donnent leur point de vue sur ce qu'il faut pour être un directeur qui réussit dans l'organisation et dans le domaine d'expertise visé.



« Notre philosophie consiste à développer les employés au maximum de leur potentiel en les aidant à réaliser les attentes élevées qu'ils se sont eux-mêmes fixés. En ayant commencé avec plusieurs candidats instruits et motivés, nous avons maintenant une main-d'œuvre qui est capable de s'adapter aux environnements évolutifs, de se gérer soi-même et les autres, et ultimement de reprendre tous les postes qui

étaient antérieurement détenus par les expatriés. Cela en dit long sur la capacité de la main-d'œuvre et pour nous c'est une grande source de fierté. » – **Christian Sollo, Directeur des Ressources humaines, COTCO**



en mettant en place des personnes compétentes comme directeurs ou mentors, et c'est ce qui a créé les conditions de mon développement ici.

« EEPCI est aussi axé sur le développement interfonctionnel et une planification à long terme de la relève.

Notre personnel sur place a appris et s'est vite développé.

« Il est évident à quel point notre programme de nationalisation est efficace quand on se rappelle que, par le passé, nous envoyions des nationaux tchadiens à l'étranger pour apprendre. Or, maintenant nous les envoyons autour du monde pour apporter leurs idées, enseigner et être en compétition comme travailleurs experts expatriés autour du monde. » – **Borkam Ban-Orngue, Directeur des Ressources humaines, EEPCI**



Pleins feux sur : Emmanuel Ndjiki

Emmanuel Ndjiki a été récemment promu Chef de service du Système de transport et d'exportation (ETS) chez COTCO. Dans ce rôle, Emmanuel est chargé de gérer toutes les opérations à terre et en mer au Cameroun. Emmanuel a commencé dans la compagnie en 2000 comme Assistant d'emprise. Sa promotion témoigne des progrès réguliers de la compagnie à atteindre ses objectifs de contenu national.

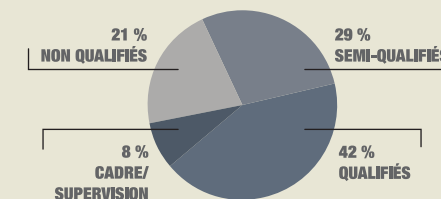
« Je ne m'attendais pas à ce que ce poste soit nationalisé quand il l'a été, mais je suis content de cette opportunité, et d'une façon similaire du soutien que mon prédécesseur expatrié a apporté pendant la transition. C'est la manière ExxonMobil - une compagnie unique lorsqu'il est question de nationalisation, car elle reconnaît que non seulement cela réduit les coûts, mais c'est aussi par principe la chose à faire.



« J'ai une très solide équipe qui me soutient. Pour être un gestionnaire efficace, vous devez comprendre que vos employés constituent votre premier actif, et vous devez leur faire savoir que vous leur faites confiance et que vous les aiderez à se développer. »

– **Emmanuel Ndjiki, Chef de service, Système de transport et d'exportation**

Niveau de qualification des employés locaux



Les emplois qualifiés incluent des postes d'opérateurs en salle de contrôle, de techniciens sur les champs pétroliers, de techniciens en construction, en mécanique, en électricité et en instrumentation, de surveillants du PGE ou de soudeurs. Des exemples de postes de qualification intermédiaire comprennent des aides cuisiniers, des gardes de sécurité et des assistants soudeurs.

Contexte : Rapport sur l'emploi local

Le Projet établit des rapports sur les statistiques d'emplois au niveau local en fonction d'équivalents temps plein ou ETP. L'adoption de l'établissement du rapport en ETP permet de prendre en compte la grande diversité des quarts de travail et de rotation de la main-d'œuvre du Projet ainsi que les variations saisonnières dans les types d'emplois rencontrés dans le cadre du Projet.

- Un grand nombre de salariés du Projet ont des horaires de rotation, travaillant par exemple en tandem avec un autre salarié qui «prend la relève». Les salariés en rotation travaillent généralement pendant 28 jours d'affilée, puis sont en congés pendant 28 jours ou une tendance similaire, mais lorsqu'ils sont de service ils travaillent sept jours par semaine, 12 heures par jour.
- D'autres salariés, qui ont un emploi journalier, travaillent du lundi au vendredi pendant des journées plus courtes, mais sont de service pendant la plus grande partie de l'année sans arrêt pour rotation.
- Une autre catégorie de salariés comprend les personnes souvent embauchées dans les villages à proximité des installations du Projet, qui ont des contrats temporaires et ne travaillent que quelques jours par semaine dans le cadre de projets spéciaux tels que la maintenance de l'emprise du pipeline.

La conversion de tous ces régimes de travail à la norme d'équivalents temps plein, basée sur des heures de travail réelles, donne une image cohérente et plus précise des emplois du Projet au niveau local.

Main-d'œuvre du Projet à la fin 2014

- Nationaux tchadiens et camerounais employés par EEPCI, COTCO, TOTCO et leurs sous-traitants : **6 492**
- Pourcentage de la main-d'œuvre totale qui est camerounaise et tchadienne : **88 %**
- Pourcentage de Tchadiens et de Camerounais occupant des postes de cadre/supervision, des emplois intermédiaires, qualifiés : **79 %**
- Salaires versés au employés tchadiens : **60 milliards de FCFA** (126 millions \$)
- Salaires versés au employés camerounais: **6 milliards de FCFA** (12 millions \$)

Lom Pangar : Soutenir le développement économique au Cameroun

En juillet 2014, COTCO a achevé le projet de modification du pipeline de Lom Pangar, un effort de construction pluriannuel de 86 millions \$ entrepris à la demande du gouvernement camerounais, dans les délais impartis, en toute sécurité et en deçà du budget. En commençant les travaux en 2012, des centaines de travailleurs du projet ont modifié deux tronçons de pipeline de 13 kilomètres chacun dans la forêt protégée de Deng Deng au Cameroun. Ces travaux se sont avérés nécessaires dans le cadre du projet hydroélectrique de Lom Pangar, l'un des plus grands efforts de développement économique du Cameroun qui doit être construit par le gouvernement. Le projet de COTCO consistait à modifier le pipeline pour qu'il soit submergé dans une partie d'un réservoir de 590 kilomètres carrés, une fois que le barrage hydroélectrique massif est construit à la confluence des fleuves Lom et Pangar dans l'est du Cameroun. Lorsque le barrage sera terminé et que le réservoir sera rempli, il ne restera que des traces minimales de la présence du pipeline.



« Il était très important pour nous d'être en mesure d'achever cette modification à temps, car le grand projet d'énergie hydroélectrique dépendait de nous pour aller de l'avant, et nous avons pris un engagement à l'égard du gouvernement. C'était un projet extrêmement visible avec budget fixe en raison du financement de la Banque mondiale et l'arrangement de partage des coûts entre COTCO et le gouvernement, mais il a été

géré avec efficacité grâce à une bonne collaboration de toutes les parties » – **Jean-Michel Tolen, anciennement Directeur de projet de Lom Pangar (actuellement Directeur commercial), COTCO**

Dépenses auprès des entreprises locales

TCHAD	CAMEROUN
2014 34 milliards de FCFA (79 millions \$)	2014 48 milliards de FCFA (100 millions \$)
Total des dépenses 1 100 milliards de FCFA (2,2 milliards \$)	Total des dépenses 614 milliards de FCFA (1,3 milliards \$)

Célébration de l'achèvement de la modification du pipeline de Lom Pangar

Des centaines de hauts fonctionnaires camerounais et dirigeants d'entreprise se sont réunis le 13 novembre à Yaoundé, la capitale du Cameroun, pour célébrer l'achèvement fructueux et dans les délais impartis du projet de modification du pipeline de Lom Pangar, qui a été conjointement financé par le gouvernement du Cameroun et COTCO. Au cours de la cérémonie, le Directeur général de COTCO, Christian Lenoble, a remis au Ministre des finances du Cameroun un chèque de 22 milliards de FCFA (35 millions \$) à retourner au gouvernement du fait que les travaux ont été achevés en deçà du budget et comme contribution de COTCO au Projet



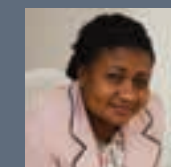
« La collaboration entre le projet et le gouvernement a été tout simplement superbe. En ce qui me concerne, c'était un facteur essentiel dans l'achèvement fructueux de nos travaux dans les délais impartis et en deçà du budget. » – **Christian Lenoble, Directeur général, COTCO/TOTCO**

« Nous sommes fiers de dire que cela a été possible à cause du professionnalisme et des qualités de COTCO, la compagnie chargée des travaux. Aujourd'hui, nous pouvons célébrer le partenariat public-privé. Et en conséquence, nous serons fiers de dire dans un avenir très rapproché, que notre approvisionnement en énergie atteindra le niveau que le Président de notre République, son Excellence, Paul Biya, a établi pour assurer le développement continu de notre économie, est une réalité. » – **Alamine Ousmane Mey, Ministre des Finances, République du Cameroun/Republic of Cameroon**

COTCO s'est engagée contractuellement avec plus de 50 sociétés camerounaises en 2014.

Soutenir les entreprises locales pour servir une industrie croissante

EEPCI, COTCO et TOTCO travaillent avec des douzaines de fournisseurs internationaux et nationaux qui soutiennent les opérations du Projet. Tous les fournisseurs doivent respecter une norme stricte d'intégrité opérationnelle avant d'être éligible à devenir fournisseur. Le Projet a beaucoup investi dans le soutien des fournisseurs tchadiens et camerounais pour consolider les pratiques commerciales au fil des ans. Cet effort a contribué à renforcer l'industrie des services et de l'approvisionnement du Tchad et, avec l'émergence de l'industrie pétrolière tchadienne, ces fournisseurs nationaux sont maintenant bien placés pour soutenir des producteurs pétroliers additionnels.



« Les fournisseurs tchadiens trouvent difficile de répondre aux rigoureux critères de sécurité et de gestion qui sont requis dans toute notre chaîne d'approvisionnement, mais nous avons fourni une formation et un soutien à tous les fournisseurs locaux éligibles. Maintenant, ils connaissent bien nos protocoles et en comprennent l'importance, ce qui est utile non seulement pour pouvoir faire affaire avec nous, mais aussi parce que cela leur permet d'exercer leurs activités plus efficacement. » – **Miyal Ngarianouba, Acheteur, EEPCI**

Lom Pangar : Impacts économiques indirects sur Kepere-Deng Deng

Le pipeline s'étend sur plusieurs kilomètres du canton de Kepere-Deng Deng, un canton où il y a 13 villages et environ 4 000 habitants à proximité de la région de Lom Pangar. Pendant la modification du pipeline, les travailleurs et les sous-traitants de COTCO, l'équipement et les véhicules sont tous passés par cette région pour accéder au chantier, en créant des impacts économiques directs et indirects. Parmi ces avantages, on peut mentionner une route améliorée, un recrutement local, une injection d'espèces dans l'économie locale et de nouveaux marchés locaux fournissant des biens et services aux centaines de travailleurs employés dans le projet de modification du pipeline et le projet de construction du barrage.



« Les effets de cette modification du pipeline ont été un grand plus, comme la route modernisée, qui améliore l'accès aux grandes villes. Par ailleurs, notre région a fourni une grande partie de la main-d'œuvre pour la modification, ce qui a créé des emplois bien payés. Heureusement, certaines autres compagnies prennent maintenant exemple sur COTCO dans leurs pratiques d'embauche. »

– **Kassala Dang Roger Innocent, Chef de Canton, Kepere-Deng Deng**

L'émergence de marchés locaux : Komé Atan

Outre les dépenses directes du projet effectuées auprès des fournisseurs de biens et de services locaux, de nouveaux marchés de village ont été créés et ceux qui existaient se sont développés dans les zones où vivent les employés du projet qui dépensent leurs salaires sur les biens et services nécessaires. Un exemple est Komé Atan, un village qui est devenu un marché florissant où les résidents locaux et d'autres Tchadiens se rassemblent pour pourvoir aux besoins des employés du projet.



« Je suis installé ici à Atan depuis 2003 - c'est à dire au commencement du Projet. Cette ville était autrefois un petit village, mais maintenant avec ce projet, nous nous sommes considérablement agrandis. Même si j'ai déménagé ici de N'Djamena, mes champs sont ici; je me suis marié ici; je pratique ma religion ici; et c'est ici que j'ai eu mes enfants; je suis chez moi ici. Tant qu'il y aura du pétrole ici, les gens viendront et les affaires

continueront de prospérer. » – **Djamal Mahamat, propriétaire, Alimentation Wadi - Fira, un magasin à Komé Atan**



« Ce projet a fait du bien à mon entreprise, et je suis content d'avoir amené ma famille ici. » – **Abdallah Abdelaziz, propriétaire, Horizon Boutique, Komé Atan (ci-dessus, à droite)**

Revenus du brut tchadien

Les revenus pétroliers du Tchad proviennent des redevances sur les ventes de pétrole, de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, des revenus relatifs à la participation dans les pipelines et d'autres permis, droits et impôts. À la fin de 2014, le Projet a généré plus 12,5 milliards \$ de revenus pour le Tchad, dépassant largement les attentes initiales.

Le Tchad parvient à être en conformité avec l'ITIE

La République du Tchad a réalisé un objectif important et de longue date en octobre 2014, en devenant membre à part entière de l'Initiative de la transparence dans les industries extractives (ITIE). L'ITIE est une coalition internationale d'organisations privées, publiques et de la société civile qui vise à accroître la transparence et la responsabilité de la gestion des revenus dérivés des ressources naturelles. Le nouveau statut certifie que le Tchad est maintenant en conformité avec les normes de l'organisation au titre de la transparence, ce qui signifie que les parties prenantes intéressées ont accès à d'importantes informations sur la façon dont les ressources du pays sont gérées.

« Esso se réjouit de cette décision importante du Conseil de l'ITIE. Cette réalisation n'aurait pas été possible sans le titre de propriété et le soutien inconditionnel du gouvernement national. Nous croyons que la transparence est essentielle pour soutenir la croissance économique, les débouchés accrus et un meilleur standard de vie pour tous les citoyens. » – **Scott Miller, Directeur général, EEPCI**

Revenus du brut tchadien

Les récentes modifications apportées à la loi tchadienne confient maintenant des responsabilités de supervision supplémentaires au Collège de Contrôle et de Surveillance des Ressources, un comité de surveillance du gouvernement tchadien chargé de surveiller l'appropriation des revenus pétroliers. L'organisation qui a été initialement établie pour contrôler les revenus générés par EEPCI et dont le Président siège au Conseil d'administration de l'ITIE, est maintenant habilitée à surveiller les revenus générés par tous les producteurs pétroliers.

« Cette nouvelle loi est très importante pour notre organisation. Alors que la production du Tchad est dynamique, notre supervision est maintenant constante, et nous avons même un mandat renforcé de supervision responsable. »

– **Mahamat Ramadane Dagache, Spécialiste en marchés publics, Collège de Contrôle et de Surveillance des Ressources Pétrolières**

Revenus pétroliers du Tchad
(millions de dollars¹)

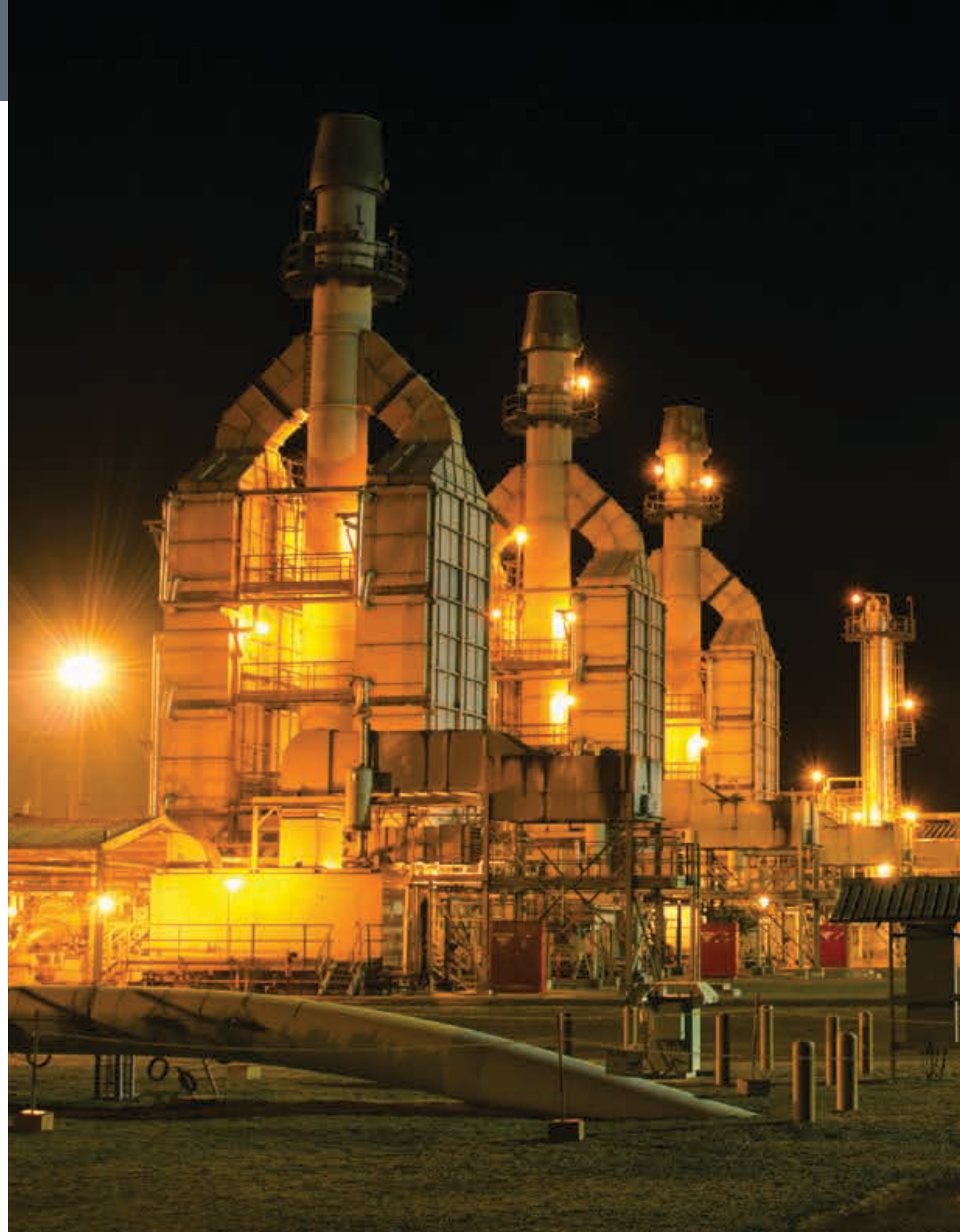
	2014	TOTAL À CE JOUR
Redevances sur les ventes de brut ²	0	2 720
Redevance en nature (millions de \$) ²	395	1 032
Dividendes de la participation dans le pipeline	0	84
Impôt sur les bénéfices des sociétés ³	632	8 266
Charges, permis, droits, etc. ⁴	53	602
TOTAL DU PROJET	1 080	12 743⁵

1. Arrondi au nombre entier le plus proche. 2. Historiquement, celles-ci comprennent les paiements de redevances en espèces versés par tous les membres du Consortium. Toutefois, le Gouvernement du Tchad a informé Esso de sa volonté de percevoir une redevance en nature le 22 décembre 2009. La redevance en espèces a pris fin le 1er mai 2012, et le premier enlèvement pour le Gouvernement tchadien a eu lieu le 11 juillet 2012. En conséquence, à compter du 1er mai 2012, les revenus du Gouvernement tchadien ne sont plus pris en compte dans les « Redevances sur les ventes de brut ». 3. Montants de l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui incluent les paiements effectués par le Consortium et TOTCO. N'inclut que l'impôt sur le revenu du 1er trimestre 2014 du membre du Consortium SHT. 4. Les montants totaux versés à ce jour par le Projet ont été ajustés pour exclure les montants précédemment inclus correspondant aux services fournis par des entités Gouvernementales, telles que les sociétés de fourniture d'électricité et d'eau, les hôpitaux et les services de télécommunication. 5. Inclut une avance de redevance unique de 39 millions \$ versée en 2011.

Revenus pétroliers du Cameroun
(millions de dollars¹)

	2014	PROJECT TO DATE
Frais de transit	45	247
Impôt sur les revenus	6	56
Droits de douane et autres taxes	17	59
Dividendes de la participation dans le pipeline	49	164
TOTAL DU PROJET	117	525

1. Arrondi au nombre entier le plus proche. Les revenus du Cameroun provenant des frais de transit ont considérablement augmenté en 2014, en raison du droit de transit de chaque baril de brut circulant dans le pipeline qui est passée de 195 FCFA à 618 FCFA (à compter du 29 octobre 2013). Avec l'apport de brut des nouveaux expéditeurs Glencore et CNPCIC, les prévisions des revenus du Cameroun devraient encore aller en augmentant.



	2014	TOTAL À CE JOUR
PRODUCTION ET OPÉRATIONS		
Dépenses de soutien à la production (milliards de FCFA)	374	2 774
Dépenses de soutien à la production (millions de \$)	782	5 400
Volume net des exportations du terminal maritime (millions de barils)	30,1	514
Nombre de navires pétroliers	33	567
Nombre total moyen de barils de pétrole produits par jour (bpj)	78 633	N/D
Nombre de barils de pétrole par jour découlant du soutien à la production (bpj)	65 086	N/D
Nombre de baril de pétrole par jour sans soutien à la production (bpj)	13 547	N/D
Nombre de nouveaux puits de pétrole ajoutés en cours d'année	76	N/D
Nombre total de puits de pétrole actuellement en service	697	N/D
Nombre de procédures de reconditionnement et d'amélioration	536	N/D
LA SÉCURITÉ¹		
Total du taux d'incidents rapportables ² (TRIR)	0,13	0,32
Taux d'incident avec arrêt de travail ² (LTIR)	0,01	0,02
Accidents mortels (nombre de)	0	6
Incidents avec arrêt de travail (nombre de)	1	32
Incidents avec travaux allégés (nombre de)	6	153
Cas avec traitement médical requis (nombre de)	4	327
Cas de premiers soins (nombre de)	37	2 958
Heures de travail (milliers)	16 675	324 286
Accidents de la route ³	15	974
COMPENSATION		
Compensation individuelle - Tchad (millions de FCFA)	820	11 091
Compensation individuelle - Tchad (millions de \$)	2	23
Compensation individuelle - Cameroun (millions de FCFA)	24	5 775
Compensation individuelle - Cameroun (millions de \$)	0,05	12
DÉBOUCHÉS ÉCONOMIQUES LOCAUX¹		
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Tchad (milliards de FCFA)	34	1 082
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Tchad (millions de \$)	72	2 204
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Cameroun (milliards de FCFA)	48	614
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Cameroun (millions de \$)	100	1 251
REVENUS DU PAYS HÔTE¹		
Redevances sur les ventes de brut - Tchad (millions de \$) ²	0	2 720
Redevance en nature - Tchad (millions de \$) ²	395	1 032
Revenus relatifs à la participation dans les pipelines - Tchad (millions de \$)	0	84
Impôt sur les bénéfices des sociétés - Tchad (millions de \$) ³	632	8 266
Charges, permis, droits, etc. - Tchad (millions de \$) ⁴	53	602
Total des revenus du Tchad - Tchad (millions de \$) ⁵	1 080	12 743
Frais de transit - Cameroun (y compris le paiement des nouveaux expéditeurs) (millions de \$)	45	247
Impôt sur le revenu - Cameroun (millions de \$)	6	56
Droits de douane et autres taxes - Cameroun (millions de \$)	17	59
Revenus relatifs à la participation dans les pipelines - Cameroun (millions de \$)	49	164
Total des revenus du Cameroun (millions de \$)	117	525

¹ Arrondi au nombre entier le plus proche. ² Historiquement, celles-ci comprennent les paiements de redevances en espèces versés par tous les membres du Consortium. Toutefois, le Gouvernement du Tchad a informé Esso de sa volonté de percevoir une redevance en nature le 22 décembre 2009. La redevance en espèces a pris fin le 1^{er} mai 2012, et le premier enlèvement pour le Gouvernement tchadien a eu lieu le 11 juillet 2012. En conséquence, à compter du 1^{er} mai 2012, les revenus du Gouvernement tchadien ne sont plus pris en compte dans les « Redevances sur les ventes de brut ». Les redevances en nature sont estimées sur une base annuelle. Le revenu du gouvernement provenant des redevances en nature est estimé en fonction du prix du pétrole en vigueur à la date de la vente. ³ Montants de l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui incluent les paiements effectués par le Consortium et TOTCO. Les montants totaux versés à ce jour par le Projet ont été ajustés pour exclure les montants précédemment inclus correspondants aux services fournis par des entités Gouvernementales, telles que les sociétés de fourniture d'électricité et d'eau, les hôpitaux et les services de télécommunication. N'inclut que l'impôt sur le revenu du 1^{er} trimestre 2014 du membre du Consortium SHT. ⁴ Inclut une avance de redevance unique de 39 millions \$ versée en 2011.

	2014
OCCUPATION DES TERRES	
Superficie totale actuelle de l'occupation des terres par le Projet (hectares)	2 172
Total des terres restituées - Total à ce jour (hectares)	4 140
Terre d'occupation temporaire actuelle (hectares)	309
Terre d'installation permanente (hectares)	1 863
Nombre total d'utilisateurs individuels de terre compensés par le Projet - Total à ce jour	17 350
Quantité totale de terres prises par le Projet (hectares)	7 622
Nombre de villages (contenant des utilisateurs de terre compensés par le Projet)	480
Nombre total d'utilisateurs individuels de terre dédommagés par le Projet dans l'OFDA - Total à ce jour	7 968
Quantité totale de terres prises par le Projet dans l'OFDA (hectares)	4 574
EMPLOI LOCAL¹	
Salaires payés aux employés tchadiens (milliards de FCFA)	60
Salaires payés aux employés tchadiens (millions de \$)	126
Salaires payés aux employés camerounais (milliards de FCFA)	6
Salaires payés aux employés camerounais (millions de \$)	11,90
Main-d'œuvre du Projet - Tchad (Nationaux) ²	4 900
Main-d'œuvre du Projet - Tchad (Expatriés) ²	895
Main-d'œuvre du Projet - Cameroun (Nationaux) ²	1 592
Main-d'œuvre du Projet - Cameroun (Expatriés) ²	38
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - non qualifiés (%)	21
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - semi-qualifiés (%)	29
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - qualifiés (%)	42
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - cadre/supervision (%)	8
SURVEILLANCE ET GESTION ENVIRONNEMENTALE	
Nombre de situations de non-conformité	2
Déversements (nombre de)	1
Ordures ménagères incinérées sur place on Site (tonnes)	1 766
Déchets solides inoffensifs enterrés (décharge) (tonnes)	518
Déchets non dangereux recyclés aux communautés locales (tonnes)	778
Déchets non dangereux envoyés à des installations indépendantes autorisées pour recyclage ou élimination (tonnes)	1 390
Déchets dangereux accumulés (tonnes)	3 744
SANTÉ	
Taux d'infection du paludisme - Tchad et Cameroun (par 200 000 heures travaillées)	0,98
Nombre de consultations dans les cliniques du Projet - Tchad	15 636
Nombre de consultations dans les cliniques du Projet - Cameroun	2 760
MST - Tchad ¹	170
MST - Cameroun ¹	17
Événements SSS (sauf paludisme et MST) - Tchad ²	336
Événements SSS (sauf paludisme et MST) - Cameroun ²	2
Hospitalisations/Observations - Tchad ³	69
Hospitalisations/Observations - Cameroun	11
Medevacs - Tchad	12
Medevacs - Cameroun	1
CONSULTATION ET COMMUNICATION	
Réunions de consultation au Tchad	402
Présences au Tchad	22 401
Réunions de consultation au Cameroun	592
Présences au Cameroun	5 882

¹ MST: Maladies sexuellement transmissibles. ² SSS: Service d'avertissement anticipé pour identifier les changements dans les taux de maladies. Certaines maladies couvertes par le système SSS comprennent les maladies gastro-intestinales et les maladies respiratoires. Le SSS met l'accent sur d'autres maladies à part les deux qui ont été prioritairement ciblées: le paludisme et les maladies sexuellement transmissibles. Les tendances relevées dans le taux des maladies peuvent aider les spécialistes de la santé du Projet à déceler un problème sanitaire avant que celui-ci n'atteigne un niveau épidémique. ³ Les données sur les hospitalisations au Tchad proviennent uniquement des dispensaires de Komé 5 et de la base de Komé. Les données du dispensaire de N'Djamena ne sont pas incluses.



EEPCI

Esso Exploration and Production Chad Inc.
1206, Rue de Bordeaux
BP 694
N'Djamena, Tchad



Cameroon Oil Transportation Company
164, Rue Toyota (Bonapriso)
BP 3733
Douala, Cameroun



Tchad Oil Transportation Company
Rue d'Abéché 3223
BP 6321
N'Djamena, Tchad

EssoChad.com

